

LES PRATIQUES

ET L'IMPACT SOCIAL

DES GROUPES D'ÉDUCATION

POPULAIRE AUTONOME DU QUÉBEC

Lina Savoie

juin 1989

Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec

TABLE DES MATIERES

	page
Liste des tableaux et des graphiques	4.
Liste des annexes	6.
Avant propos	7.
Remerciements	10.
INTRODUCTION	11.
<u>METHODOLOGIE</u>	13.
Le questionnaire	
Traitement des données	
Cueillette de l'information	
<u>ANALYSE DES RESULTATS</u>	16.
SECTION A	17.
1 - Généralités	17.
1.1 Provenance des groupes-répondants	
1.2 Age des groupes-répondants	
1.3 Zone d'intervention, affiliation au MEPACQ	
1.4 Objectifs des groupes d'éducation populaire autonome	
SECTION B	20.
2 - Population rejointe	20.

2.1	Les champs d'intervention selon les régions	
2.2	Age de la population rejointe	
2.3	Sexe de la population rejointe	
2.4	Revenu de la population rejointe	
2.5	Scolarité de la population rejointe	
2.6	Priorité des groupes	
2.7	Evolution de la population rejointe	
2.8	Croissance de la population rejointe	
2.9	Le nombre de personnes rejointes	
SECTION C		34.
3 -	Fonctionnement interne	34.
	Première partie: les ressources humaines	34.
3.1	(Les bénévoles/militant-e-s)	34.
3.1.1	Les bénévoles/militant-e-s selon les champs d'intervention	
3.1.2	Le temps alloué par les bénévoles/militant-e-s	
3.1.3	Les bénévoles/militant-e-s et le budget des groupes	
3.1.4	Les bénévoles/militant-e-s selon les régions	
3.2	Les travailleurs-ses)	38.
3.2.1	Les travailleurs-ses selon les champs d'intervention	
3.2.2	Les travailleurs-ses et les régions	
3.2.3	Scolarité et revenus des travailleurs-ses	
	Deuxième partie: les ressources financières	45.
3.3	(Les budgets selon les champs d'intervention)	45.
3.3.1	Les budgets selon les régions	
3.3.2	Evolution des budgets selon les champs d'intervention	
3.3.3	Evolution des budgets selon les régions	
3.4	Le programme OVEP)	51.
SECTION D		52.
4 -	Pratiques des groupes	52.

- 4.1 | Les activités réalisées en 1987
- 4.2 | Les moyens de communications
- 4.3 | Les services offerts
- 4.4 | Particularités des groupes versus le milieu institutionnel
- 4.5 | Reconnaissance du réseau public

SECTION E 59.

5 -| Impact social 59.

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES**TABLEAUX**

- 1 - Répartition par région des questionnaires distribués et retournés au MÉPACQ
- 2 - Revenu de la population
- 3 - Population rejointe selon le champ d'intervention
- 4 - Le nombre d'heures/semaine alloué par les bénévoles/militants-tes
- 5 - Le nombre de travailleurs-ses
- 6 - Les travailleurs-ses selon les champs d'intervention
- 7 - Les salaires selon les champs d'intervention
- 8 - Evolution du budget selon les régions
- 9 - Pourcentage du programme "OVEP" selon le budget régulier
- 10- Les activités réalisées en 1987
- 11- Les moyens de communication et/ou de promotion
- 12- Les services offerts
- 13- Reconnaissance des groupes versus le milieu institutionnel

GRAPHIQUES

- I Age des groupes-répondants
- II Nombre de groupes par champ d'intervention
- III Age de la population rejointe
- IV Sexe de la population rejointe
- V Scolarité de la population rejointe
- VI Les caractéristiques de la population rejointe
- VII Croissance de la population rejointe
- VIII Population rejointe: moyenne par groupe selon les régions
- IX Nombre de bénévoles/militants-es dans les groupes
- X Nombre moyen de bénévoles/militants-es par groupe selon leur budget
- XI Nombre moyen de bénévoles/militants-es par région
- XII Salaire des travailleurs-ses
- XIII Budget moyen des groupes selon les champs d'intervention
- XIV Budget moyen des groupes selon les régions

LISTE DES ANNEXES

- 1 - Type de groupes selon les champs d'intervention
- 2 - Champs d'intervention selon les régions
- 3 - L'âge de la population selon les champs d'intervention
- 4 - Le sexe de la population rejointe selon les champs d'intervention
- 5 - La scolarité de la population rejointe selon les champs d'intervention
- 6 - Les caractéristiques de la population selon les champs d'intervention
- 7 - Croissance de la population selon les champs d'intervention
- 8 - Croissance de la population selon les régions
- 9 - Évolution du budget selon les champs d'intervention

AVANT-PROPOS

Le rapport qui suit est le résultat d'une enquête menée en 1987-1988 auprès de groupes d'éducation populaire autonome du Québec. Cette recherche, du type sondage, a été parrainée par le Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec (MEPACQ) en concertation avec ses onze (11) structures régionales.¹

Le haut taux de réponses des groupes nous a permis de dresser un portrait relativement complet des multiples facettes de leurs réalités en éducation populaire autonome. D'ailleurs, même ceux qui n'ont pas collaboré à cette enquête risquent fort de s'y retrouver.

Nous souhaitons que cette recherche devienne une source privilégiée d'information, non seulement pour les groupes eux-mêmes, mais également pour toutes les personnes qui ont à coeur un réel développement de l'éducation populaire autonome au Québec.

Pour les lecteurs et les lectrices qui ne sont pas familiers-ères avec les différentes composantes du MEPACQ, voici brièvement quelques définitions:

Le Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec (MEPACQ)

Issu du Comité d'action des organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) (1974) et du Comité de coordination des OVEP (1978) parrainé par l'Institut Canadien d'Éducation des Adultes (ICEA), le MEPACQ devient un groupe autonome en 1981.

¹ Au moment de l'enquête, le réseau MEPACQ comptait 11 tables régionales. Depuis cette période, la région de Lanaudière s'est jointe au réseau.

Ce mouvement est né de la volonté de quatre régions² d'élargir la réflexion sur l'éducation populaire et son financement aux autres régions du Québec.

A l'heure actuelle, le MEPACQ regroupe plus de 400 organismes qui interviennent dans plusieurs champs d'intervention. La base d'adhésion de ces groupes est la définition de l'éducation populaire autonome telle que votée en 1978. Cette définition se lit comme suit:

"L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens-nes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu".

Les tables régionales

Les tables régionales sont des regroupements de groupes d'éducation populaire autonome sur un territoire délimité (région administrative ou naturelle). Le MEPACQ et les tables régionales travaillent à la visibilité, à la promotion et au développement de l'éducation populaire autonome.

Ces instances régionales sont aussi des lieux privilégiés de réflexion sur les pratiques éducatives et de formation des intervenants-tes en éducation populaire autonome. Ces structures ont un fonctionnement démocratique. C'est donc dire qu'elles sont contrôlées par leurs membres. Le "membership" des tables est constitué de représentant-e-s des groupes d'éducation populaire de leur région.

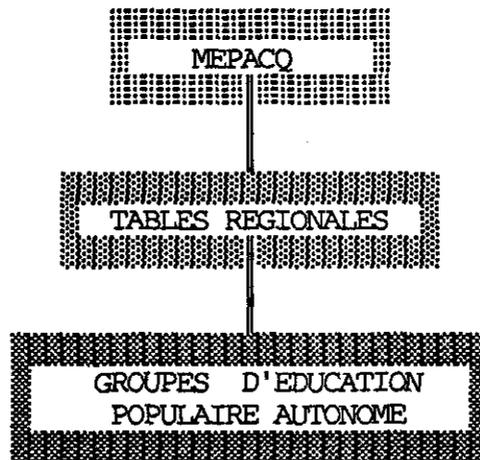
Les groupes d'éducation populaire autonome

Les groupes d'éducation populaire autonome sont des organismes sans but lucratif, contrôlés exclusivement par leurs membres. A

² Québec, Montréal, Estrie, Outaouais.

travers ces groupes, des hommes et des femmes développent des pratiques aussi variées les unes que les autres pour prendre en main leur quotidien et avoir un meilleur contrôle de leurs conditions de vie et de travail. Avec des citoyens-nes confrontés-es à de mêmes problématiques, à de même réalités, ils réalisent des activités diverses d'éducation populaire autonome.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU MEPACO



REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont collaboré d'une façon ou d'une autre à la réalisation de cette recherche. Soulignons la participation des responsables des groupes populaires qui ont accepté de répondre au questionnaire.

Nous pensons également aux responsables des tables régionales et à l'équipe de permanence du MÉPACQ, pour leur soutien technique et moral à différentes étapes de cette étude ainsi qu'aux membres du comité d'encadrement et du comité de lecture.

De plus, mentionnons d'une façon toute particulière, la précieuse collaboration de Lyne Bourbonnière pour sa participation active lors de l'élaboration du questionnaire. Merci également à Emploi et Immigration Canada pour sa participation financière et pour terminer, nous tenons à exprimer notre gratitude à l'organisme "Plura-Québec" et à la CRCQ³ pour la confiance dont ils ont fait preuve en nous soutenant financièrement au moment de l'impression et la diffusion de ce rapport.

³ Conférence religieuse canadienne - section Québec.

INTRODUCTION

Lors de l'Assemblée générale du Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec tenue en mai '87, les membres présents ont manifesté le désir d'analyser plus en profondeur les pratiques, les populations rejointes par les groupes d'éducation populaire autonome et l'impact social du mouvement dans une perspective nationale.

Bien que le MEPACQ ait développé une bonne expertise en éducation populaire autonome, peu de temps et surtout peu de ressources étaient disponibles, jusqu'à présent, pour systématiser les connaissances acquises au cours de toutes ces années.

De plus, les données statistiques dont le mouvement disposait, étaient pour la plupart, soit désuètes, soit incomplètes (le ministère de l'Éducation au Québec ne reconnaissant pas tous les groupes, ni toutes les pratiques des organisations actuellement accréditées). Il devenait donc impérieux de faire le point, de tracer un portrait actualisé de la situation des groupes à partir de la cueillette de ses propres données. Pour atteindre cet objectif, une recherche sous forme d'enquête statistique a été enclenchée à l'automne '87. Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire.

Les principaux objectifs de la recherche étaient:

- 1 - Réactualiser et développer notre connaissance des groupes d'éducation populaire autonome.
- 2 - Analyser l'impact social de l'éducation populaire autonome, plus spécifiquement, il s'agissait:
 - a) d'identifier les orientations, les ressources, les pratiques privilégiées et les populations rejointes par les groupes d'éducation populaire autonome;

- b] de cerner et de décrire la contribution des groupes dans la transformation et/ou l'amélioration de leur milieu au plan social, politique et économique;
- c] de cerner et de décrire les apprentissages pouvant être acquis dans les groupes.

METHODOLOGIE

LE QUESTIONNAIRE

Nous avons recueilli les données à l'aide d'un questionnaire comportant des questions fermées (avec choix de réponses) et ouvertes (à développement). Il a été conçu, exception faite de la dernière partie, dans le contexte d'un traitement informatique éventuel. Aussi, pour faciliter la compilation en ce qui concerne les questions objectives, le ou la répondant-e devait se limiter à un seul choix de réponse parmi l'échelle proposée.

Le questionnaire a été structuré de façon à regrouper l'information prélevée en 5 grandes sections dont la dernière comportait uniquement des questions à développement. Voici brièvement, le contenu de chacune des sections:

SECTION A - GENERALITES (questions 1 à 7)

Les premières questions visaient à recueillir des données générales afin de dresser le profil des groupes-répondants (âge, région, objectifs, affiliation au MEPACQ...). Lors de l'analyse, la région d'intervention a été une variable particulièrement utilisée pour dégager les disparités régionales concernant différents aspects des groupes d'éducation populaire autonome.

SECTION B - FONCTIONNEMENT INTERNE (questions 8 à 16)

La seconde partie avait pour but de recenser le nombre de salariées et de volontaires présents dans l'entourage des groupes. Il s'agissait également d'identifier certaines caractéristiques de ces ressources humaines, à savoir: l'âge, la scolarité, le salaire versé dans le cas des travailleurs-ses ainsi que le temps consacré au bénévolat/militantisme.

Finalement, nous posons quelques questions nous permettant d'évaluer grossièrement la situation financière des groupes depuis les trois dernières années.

SECTION C - POPULATION REJOINTE (questions 17 à 24)

La troisième partie, sans doute l'une des plus intéressantes, comportait des questions sur le champ d'intervention et la population rejointe (nombre, sexe, âge, revenu...). Précisons que lors de la compilation, de nouveaux champs d'intervention ont dû être ajoutés à ceux qui étaient déjà proposés dans le questionnaire. La nécessité de cette nouvelle classification s'est imposée lors de l'analyse puisque la plupart des résultats ont été étudiés en fonction du champ d'intervention des groupes-répondants. Il nous fallait donc circonscrire au mieux le secteur desservi pour une bonne interprétation et compréhension des résultats. Vous trouverez à l'Annexe I, le type de groupes appartenant à chacun des secteurs identifiés.

SECTION D - PRATIQUES (questions 25 à 31)

La dernière partie objective du questionnaire interrogeait le groupe à propos des activités et des services offerts à la population et sur ses outils de communications ou de promotion.

Pour compléter, nous demandions aux groupes de nous expliquer en quoi leurs interventions se distinguent de celles des organismes publics ou para-publics et par la suite d'évaluer la reconnaissance acquise versus ces mêmes organismes.

SECTION E - IMPACT SOCIAL (questions 32 à 36)

Pour terminer, les dernières informations demandées correspondaient à des questions ouvertes afin de mesurer l'impact social du groupe. Il s'agissait de décrire et d'illustrer à l'aide d'exemples, différentes actions ou réalisations faites au cours des deux dernières années qui ont contribué à l'amélioration ou à la

transformation du milieu aux plans social, politique et/ou économique.

TRAITEMENT DES DONNEES

L'information recueillie se présente sous deux formes: qualitative et quantitative. Les données quantitatives ont été traitées à l'informatique et à l'aide du logiciel SPSSX (Statistical Package for Social Science) sur le système Amdahl de l'Université du Québec à Montréal.

Quant aux données qualitatives, elles ont subi un traitement et une analyse du type traditionnel. Cette situation s'applique plus particulièrement au volet "impact social". En effet, l'impact social de l'éducation populaire autonome n'étant pas mesurable ou quantifiable, nous devons quérir des données qualitatives permettant son illustration. De plus, fournir une échelle n'aurait pas respecté la spécificité et la diversité de l'éducation populaire autonome qui se veut d'abord souple, sans moule rigide, et adaptée selon les populations rejointes et les champs d'intervention.

CUEILLETTE DE L'INFORMATION

Afin d'obtenir un ensemble de données significatives, conforme à la réalité de la multiplicité des groupes, nous avons choisi de viser tous les groupes rejoints par les onze tables régionales membres du MEPACQ. Chaque regroupement a donc contribué à la réalisation de cette recherche selon ses possibilités respectives.

Dans un premier temps, ceux-ci déterminaient quels seraient les répondants visés; leurs groupes membres ou l'ensemble des groupes rejoints. La majorité des regroupements avaient la responsabilité de faire parvenir les questionnaires aux groupes, de travailler à la relance et de les acheminer au MEPACQ une fois complétés.

Les questionnaires ont été envoyés aux regroupements régionaux dans la semaine du 19 octobre 1987. La majorité des questionnaires a été récupérée par les tables dans la semaine du 13 novembre puis acheminée au MEPACQ. Mentionnons qu'une trentaine de questionnaires ont été postés au cours du mois de décembre. Bien que le

délai prévu était dépassé, aucun questionnaire n'a été mis de côté lors de la compilation et de l'analyse des résultats.

ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats obtenus sont présentés selon les cinq (5) grands thèmes (ou sections) explorés par le questionnaire. Chaque section se subdivise en plusieurs parties exploitant des variances sur le thème principal. Les sections 2 (population rejointe), 3 (fonctionnement interne) et 5 (impact social) constituent les éléments centraux de la recherche.

SECTION A

1. GENERALITES

1.1 Provenance des groupes répondantsTABLEAU 1REPARTITION PAR REGION DES QUESTIONNAIRES
DISTRIBUES ET RETOURNES AU MEPACQ

REGIONS	QUEST. DISTRIBUES	% NATIONAL distribué	QUEST. RETOURNES	% NATIONAL retourné
01 Bas St-Laurent	57	12%	16	7.0%
02 Saguenay Lac St-Jean	92	19%	42	18.3%
03 Québec	47	10%	46	20.0%
04S Bois-Francs	35	7%	19	8.3%
04N Mauricie	20	4%	6	2.6%
05 Estrie	65	13%	15	6.5%
06A Montréal	45	9%	28	12.2%
06C Montérégie	54	11%	18	7.8%
07 Outaouais	29	6%	18	7.8%
08 Abitibi-Témiscamingue	30	6%	14	6.1%
09 Côte-Nord	11	2%	8	3.5%
	485	100%	230	100.0%

Avant de commenter ce premier tableau, rappelons que la répartition des questionnaires s'est faite en fonction des groupes membres et/ou rejoints par chacune des 11 tables régionales membres du MEPACQ.

Le nombre de groupes associés à une table varie d'une région à une autre, selon l'étendue et la densité du territoire.

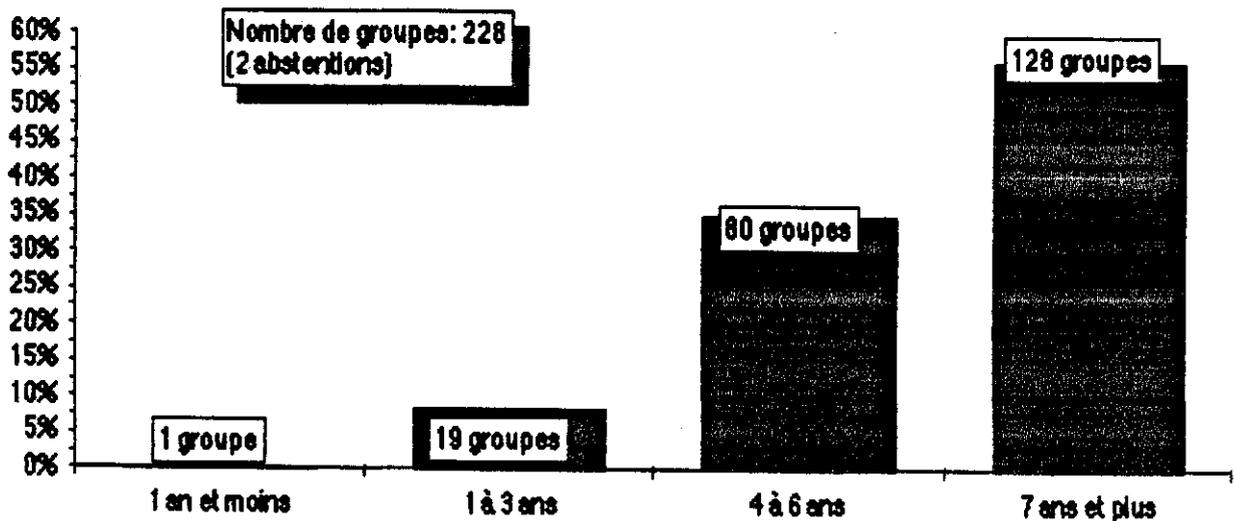
Parmi les 485 questionnaires distribués à travers les 11 régions, 230 ont été retournés au MEPACQ, soit un taux de participation de 47%. Avec un tel taux de réponses, nous pouvons avancer que les données nationales sont représentatives de l'ensemble des groupes d'éducation populaire du Québec.

Cependant, la représentation des régions étant inégale, il faudra être prudent dans l'interprétation des résultats à l'échelle régionale.

En fait, seul les taux de participation des régions du Saguenay-Lac St-Jean et de l'Abitibi respectent l'échantillonnage établi lors de la distribution du questionnaire. La région de Québec est nettement surreprésentée alors que le Bas St-Laurent et l'Estrie sont faiblement représentés.

1.2 - Age des groupes répondants

GRAPHIQUE I
AGE DES GROUPES-RÉPONDANTS



Plus de la moitié des groupes qui a répondu à l'enquête, soit 55.6% est âgée de 7 ans et plus. Seulement 8.7% a moins de 3 ans d'existence.

1.3 Zone d'intervention, affiliation au MEPACQ

La majorité des groupes-répondants se situe dans une zone urbaine (58.3%) et couvre un territoire soit régional (54.3%) ou local (43%). L'intervention à l'échelle nationale ou internationale tient une faible place (2.6%), ce qui est peu surprenant puisque le sondage s'adresse davantage à des groupes d'éducation populaire autonome plutôt qu'à des fédérations ou mouvements nationaux.

Des 230 groupes-répondants, 90.9% est incorporé et la plupart, soit 88.5% est membre du MEPACQ.

1.4 Objectifs des groupes d'éducation populaire autonome

Afin de cerner les grandes caractéristiques et orientations des groupes d'éducation populaire autonome au Québec nous avons demandé aux groupes de nous identifier leurs trois (3) principaux objectifs.

Malgré la diversité des groupes rejoints, tant au niveau du domaine d'intervention que de la population desservie, nous avons relevé une homogénéité évidente dans les objectifs recueillis.

Parmi les objectifs cités, voici sommairement, par ordre d'importance, ceux que nous retrouvons le plus souvent:

- [1] Informer, sensibiliser, favoriser une prise de conscience individuelle et/ou collective des conditions de vie des citoyens-nes (136 groupes ou 59.1%).
- [2] Favoriser la prise en charge, développer l'autonomie et l'autodétermination de la population rejointe. (135 groupes ou 58.7%).

- [3] Eduquer, former, développer des capacités d'analyse critique dans les domaines social, culturel et économique (125 groupes ou 54.3%).
- [4] Briser l'isolement, intégrer socialement, favoriser la participation à la vie associative. Mobiliser, rassembler, développer un esprit de solidarité (100 groupes ou 43.5%).
- [5] Améliorer les conditions de vie de la population rejointe, promouvoir et défendre les droits des citoyens-nes, revendiquer des changements en vue d'une transformation sociale (85 groupes ou 36.9%).

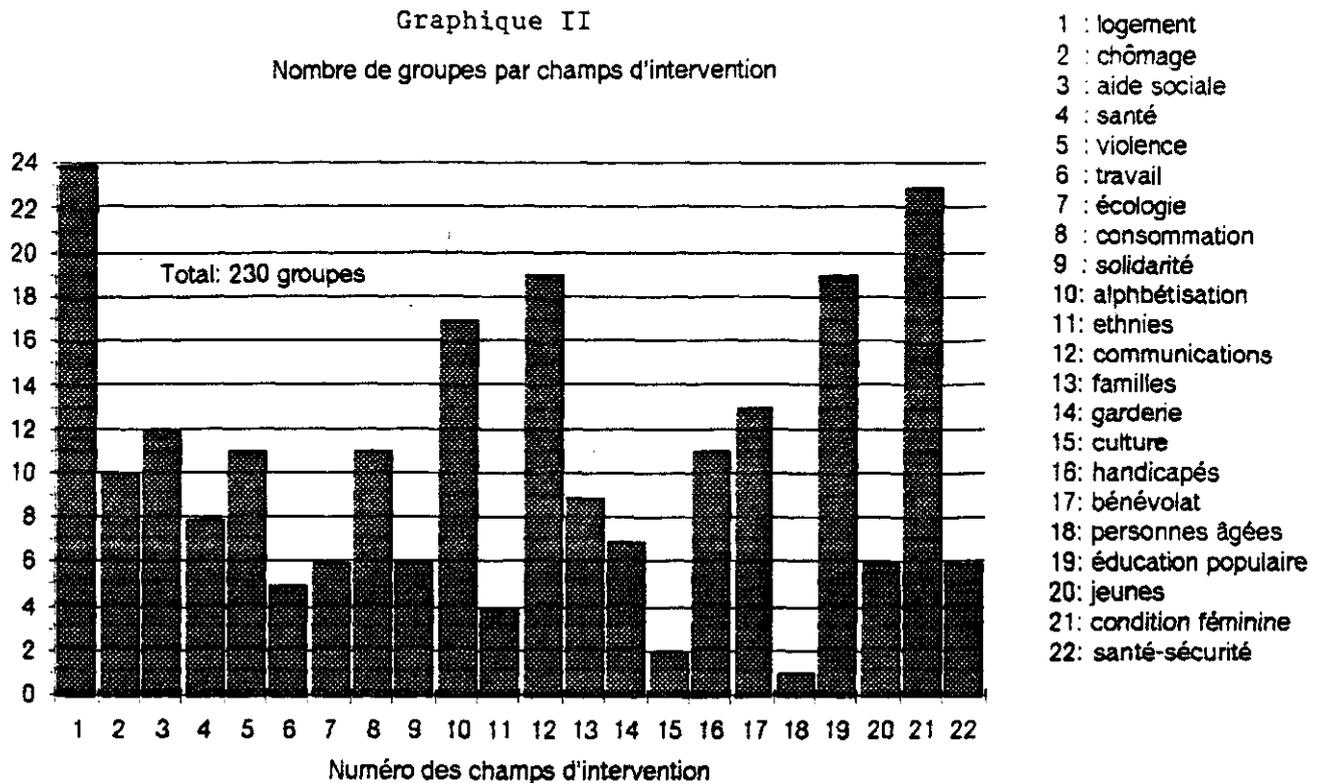
Si l'on se réfère à la définition de l'éducation populaire autonome dont il a été question auparavant, nous constatons à quel point l'ensemble des objectifs poursuivis par les groupes s'apparente étroitement à cette définition.

SECTION B

2 - POPULATION REJOINTE

De façon générale, les groupes d'éducation populaire autonome visent une population peu favorisée aux plans économique, social, culturel et/ou politique. La présente section tente de cerner davantage le profil de cette population à travers les divers champs d'intervention couverts par les groupes d'éducation populaire.

2.1 Les champs d'intervention selon les régions



Note: Voir annexe II pour les champs d'intervention selon les régions

Parmi les 22 champs d'intervention identifiés,⁴ deux secteurs sont particulièrement bien représentés. Il s'agit d'abord du secteur "logement" où 24 groupes (10.4%) sont présents dans l'échantillonnage. De ce nombre, plus de la moitié (13/24 ou 54.2%) provient des 2 grandes agglomérations urbaines, soit la région de Montréal (6 groupes) et de Québec (7 groupes). Le secteur de la "condition féminine" regroupe également un bon nombre d'organismes, soit 23 groupes ou 10% des répondants. Notons que les groupes de femmes qui travaillent ou interviennent spécifiquement sur la problématique

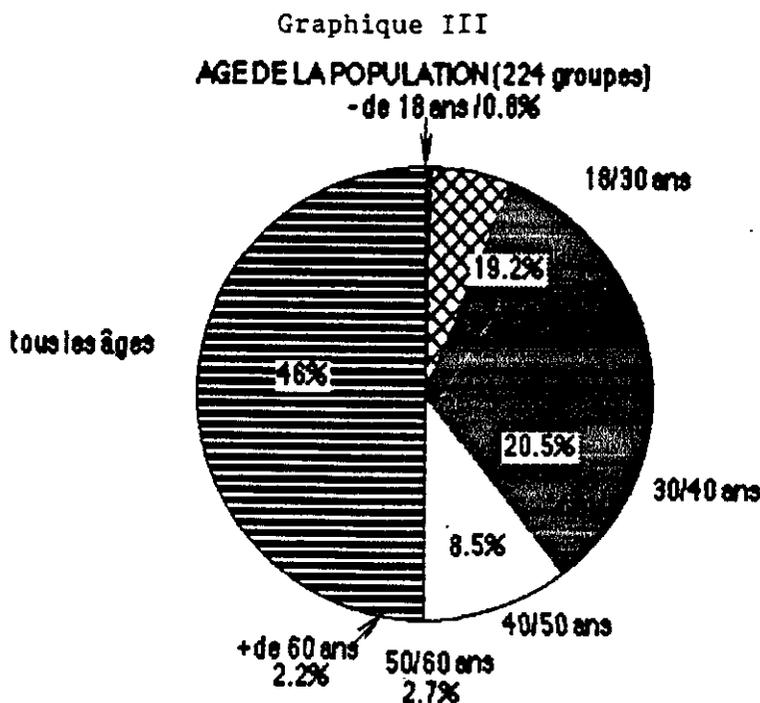
⁴ Voir Annexe I, pour le type de groupes appartenant aux divers champs d'intervention.

que des femmes victimes de violence (harcèlement sexuel, viol, violence conjugale, etc...) ont été classés dans le secteur "violence". Ce secteur représente 4.8% des groupes-répondants, soit 11 groupes.

Au troisième rang, ex-équo, avec chacun 8.3% des groupes rejoints, nous retrouvons les communications communautaires et les centres d'éducation populaire. Le secteur des communications apparaît particulièrement dynamique dans la région de Québec (7/19 ou 36.8%) et du Saguenay/Lac St-Jean (6/19 ou 31.6%). Quant aux centres d'éducation populaire, c'est la région de Montréal qui détient la plus forte représentation (7/19 ou 36.8%).

Par ailleurs, certains champs d'intervention apparaissent plutôt délaissés par les groupes d'éducation populaire autonome. La "condition des personnes âgées" par exemple, avec un seul groupe identifié parmi les 230 répondants. Cependant, il n'y a pas lieu de tirer des conclusions hâtives sur cette faible proportion puisque, comme nous le verrons dans le prochain tableau, plusieurs groupes rejoignent une population assez âgée.

2.2 Age de la population rejointe



Note: Voir annexe 3 pour l'âge de la population selon les champs d'intervention

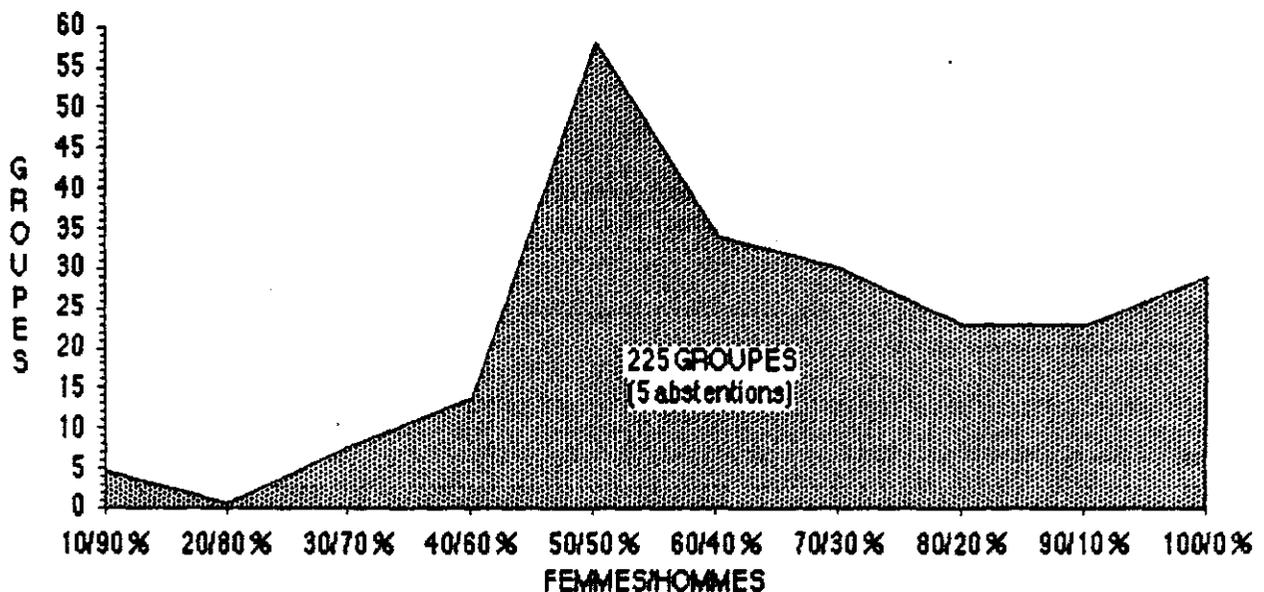
En premier lieu, près de la moitié de l'ensemble des groupes (45.6%) s'adresse à une population de tout âge. C'est particulièrement le cas des secteurs "logement", "aide sociale", "violence" et des groupes de "solidarité". La population "de plus de 50 ans" se retrouve principalement dans les centres de bénévolat (7/13 ou 53.8%). La plupart de ces groupes d'action bénévole offre des services de maintien à domicile, de transport adapté, d'activités culturelles ou de loisirs aux personnes âgées et/ou handicapées qui éprouvent des problèmes de mobilité.

Toutefois, il demeure, selon les résultats de l'enquête, que les catégories d'âge qui utilisent davantage les services ou l'expertise des groupes d'éducation populaire autonome sont les "18-30 ans" (19%) et les "30-40 ans" (21.2%). Les "18-30 ans" sont majoritaires dans les secteurs "santé", "famille", "garderie" et bien entendu auprès de la "condition des jeunes". Quant aux "30-40 ans", ils se retrouvent particulièrement auprès des groupes d'alphabétisation, de consommation et de condition féminine.

Finalement, la population âgée entre "40 et 50 ans" est majoritaire auprès d'un seul secteur, soit la "santé-sécurité au travail" (4/5 ou 80%).

2.3 Sexe de la population rejointe

Graphique IV
SEXE DE LA POPULATION



Note: Voir annexe 4 pour le sexe de la population selon les champs d'intervention.

Dans l'ensemble des groupes répondants, la population masculine rejointe est plutôt faible. Seulement 28 organismes (12.4%), rejoignent davantage d'hommes que de femmes. A l'inverse, 139 groupes (61.7%) ont une population majoritairement féminine dont 29 groupes (12.9%) n'ont aucun représentant de la gent masculine. Cet absentéisme d'hommes est notoire dans les deux champs d'intervention formés de groupes de femmes, soit les secteurs "violence" et "condition féminine". Ajoutons également, qu'une bonne majorité de groupes réunis dans les secteurs "travail", "famille" et "bénévolat" rejoint une population formée à 70% et plus de femmes. Finalement, seul le secteur "santé-sécurité au travail" se retrouve avec une population formée à 60% et plus d'hommes.

2.4 Revenu de la population rejointe⁵

Voir le tableau 2 page suivante.

Le tableau 2 nous donne un aperçu du niveau de revenu de la population rejointe. Les résultats indiquent que la population à "revenus élevés" est complètement absente de l'entourage des groupes. La majorité des répondants (55.2%) rejoint principalement une population dont le revenu se situe dans la catégorie "faible-moyen".

Les groupes qui desservent une population particulièrement défavorisée économiquement (faible revenu) représentent une proportion de 34.4% de l'ensemble des répondants. La population à faible revenu se retrouve surtout dans les groupes associés aux champs d'intervention "aide sociale", "condition des jeunes", "condition des personnes handicapées" et "travail". Signalons également que 50% des groupes ethniques et d'alphabétisation ainsi que les centres d'éducation populaire rejoignent une population à "faible revenu".

⁵ En ce qui concerne le revenu de la population rejointe, certain-e-s seront surpris-e-s de voir des catégories qualitatives plutôt que de retrouver une échelle de revenus en dollars. Nous avons choisi cette option pour deux raisons. Premièrement, ce sont les responsables des groupes qui devaient évaluer le revenu de la population rejointe et non la population elle-même. Bien que l'évaluation demeure grossière et subjective, l'échelle qualitative facilitait le choix des réponses. De plus, lorsque l'on parle de revenu, plusieurs facteurs doivent être considérés pour donner une idée juste de la situation financière (ex: situation familiale, nombre d'enfants à charge...). Le questionnaire s'adressant à des groupes et non à des individus, nous ne pouvions aller chercher le type de précisions souhaitables pour une évaluation réaliste.

TABEAU 2REVENU DE LA POPULATION

	FAIBLE	F./MOYEN	MOYEN	TT. POP.	TOTAL
LOGEMENT	8	15		1	24
CHOMAGE	3	6		1	10
AIDE SOCIALE	10	2			12
SANTE	3	3	1		7
VIOLENCE		7		1	8
TRAVAIL	3	2			5
ECOLOGIE		4	1	1	6
CONSUMMATION	1	9			10
SOLIDARITE		3	2	1	6
ALPHABETISATION	8	8			16
ETHNIE	2	2			4
COMMUNICATIONS	3	9	4	2	18
FAMILLES	3	6			9
GARDERIE		5	2		7
CULTURE		2			2
HANDICAPES	8	2	1		11
BENEVOLAT	3	6	3	1	13
PERSONNES AGEES	1				1
EDUCATION POPULAIRE	9	9			18
JEUNES	5	1			6
CONDITION FEMININE	5	16	1		22
SANTE/SECURITE	1	5			6

TOTAL 76 122 15 8 221
 % 34.4 55.2 6.8 3.6

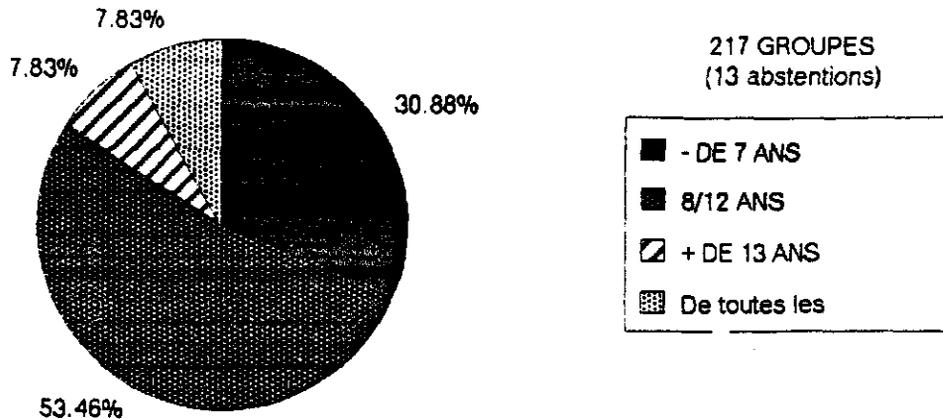
9 abstentions

* Revenu élevé - aucun groupe répondant

2.5 - Scolarité de la population rejointe

Graphique V

SCOLARITÉ DE LA POPULATION



Note: Voir annexe 5 pour la scolarité de la population selon le champs d'intervention.

Nous retrouvons une population ayant "moins de 7 ans" de scolarité dans pratiquement les mêmes champs d'intervention que ceux reliés à une population à faible revenu. Tous les groupes oeuvrant dans le champ de l'alphabétisation rejoignent une population de citoyens-nes ayant "moins de 7 ans" de scolarité. (Notons que 7 groupes "Alpha" sur 17 ou 41%, proviennent de la région du Saguenay/Lac St-Jean). Au niveau du secteur des personnes handicapées, 8 groupes sur 10 (80%) ont une population dont la scolarité moyenne ne va pas au-delà de l'école primaire. Quant à "l'aide sociale", la proportion se chiffre à 58.3% et elle est de 50% pour les groupes ethniques et les centres d'éducation populaire.

Finalement bien qu'il ne soit pas possible de généraliser sur le profil de la population rejointe par le secteur des personnes âgées puisqu'il n'y a qu'un seul groupe représenté, soulignons tout de même que celui-ci regroupe des personnes ayant un revenu faible et ayant "moins de 7 ans de scolarité".

Pour les autres secteurs représentés lors du sondage, le niveau de scolarité de la population se situe en grande majorité entre "8 et

12 ans" (53.5%), ce qui correspond au niveau secondaire dans notre système scolaire. Dans l'ensemble, c'est donc 84% de la population rejointe qui a "12 ans et moins" de scolarité.

Dans la plupart des champs d'intervention la population plus scolarisée (plus de 13 ans) est peu représentée (7.8%), à l'exception peut-être des secteurs "écologie", "garderie" et "solidarité".

2.6 Priorités des groupes

Plusieurs groupes optent, par choix ou nécessité (les ressources humaines et matérielles étant limitées) de prioriser dans la population visée, un profil "type" de population. Afin de satisfaire notre curiosité, nous avons demandé aux groupes de nous décrire les caractéristiques de cette population.

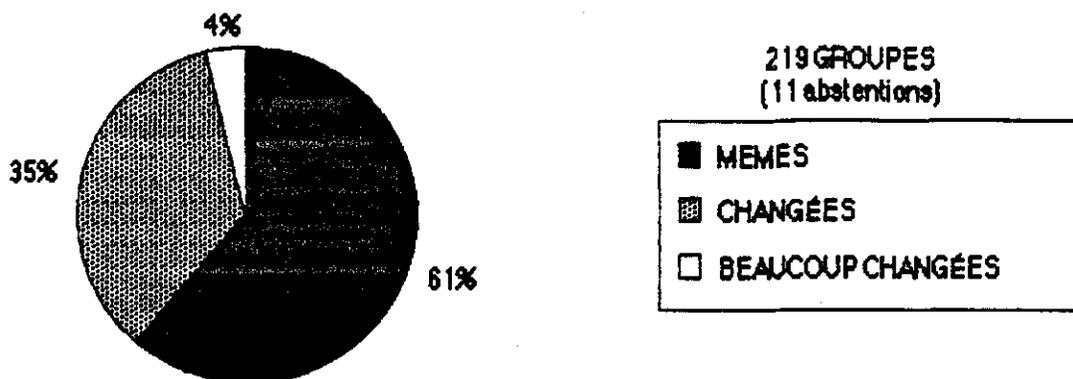
Plus de la moitié des groupes (57.6%) priorise une population. La plupart des organismes, quelque soit le secteur d'intervention, s'entend pour favoriser une population à faible revenu et/ou isolée (femme au foyer, famille monoparentale, sans-emploi, personne âgée, personne handicapée...).

De plus, de par leur spécificité, certains groupes favorisent d'autres types de population. Par exemple, en "santé-sécurité au travail", les groupes priorisent les travailleurs-ses non-syndiqués-es (accidentés-es ou non). Certains groupes ethniques, quant à eux vont favoriser, soit les nouveau-elles arrivants-es, ou encore les réfugiés-es en attente de statut. Finalement, certains groupes de personnes handicapées mettent une énergie particulière auprès des personnes éprouvant des problèmes moteurs ou souffrant de déficience intellectuelle.

2.7 Evolution de la population rejointe

Dans la section précédente, nous avons tenté de décrire le profil de la population rejointe par les groupes d'éducation populaire autonome. Mais comme la plupart des groupes évolue depuis un certain nombre d'années dans une conjoncture politique, économique ou culturelle qui se transforme, nous avons demandé aux groupes de nous préciser si les caractéristiques de la population s'étaient, elles aussi, modifiées.

Graphique VI
LES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION



Note: Voir annexe 6 pour les caractéristiques de la population selon les champs d'intervention.

Parmi les groupes répondants, 61% affirment que les caractéristiques de la population rejointe sont demeurées les mêmes alors que 39% ont constaté des changements notables depuis leur fondation.

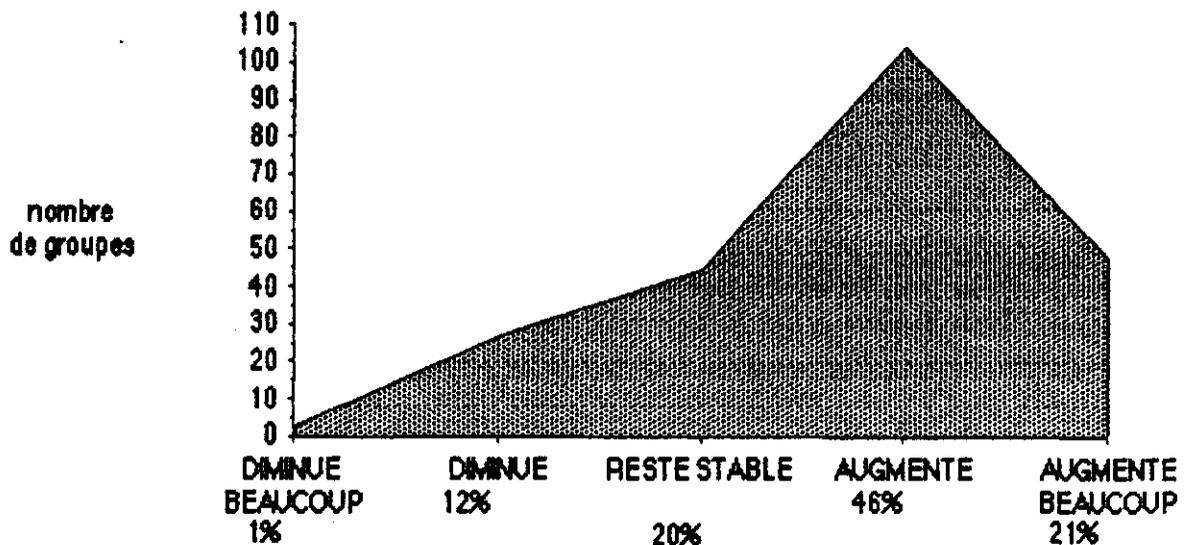
Pour la plupart des secteurs identifiés, les groupes sont plutôt partagés sur la question des changements de population, à l'exception du secteur "violence" où tous les groupes sont unanimes sur le fait que les caractéristiques de la population rejointe sont demeurées les mêmes au cours des années. Les réponses obtenues du côté du secteur "famille" sont assez significatives également alors que 6 groupes sur 7 signalent le même constat que le secteur violence.

D'autre part, une bonne proportion des groupes liés aux secteurs "solidarité", "aide-sociale" et "centres d'éducation populaire" a souligné que le profil de la population s'était modifié depuis la naissance de leur organisme. Ces groupes expliquent ces changements par diverses raisons. En ce qui concerne les groupes de "solidarité", la population rejointe serait plus diversifiée, plus scolarisée et de façon générale, plus sensibilisée et mieux informée. Quant aux groupes identifiés à l'aide sociale, ils observent dans leur population, une présence accrue de jeunes et de femmes n'ayant plus de revenu familial suite à un divorce. Il semble également que la détérioration des conditions de vie des assistés-es sociaux-ales ferait en sorte que la population serait moins portée à des actions collectives.

Finalement, la population rejointe par plusieurs centres d'éducation populaire, principalement de la région de Montréal, aurait changée également, conséquemment à des transformations au niveau de l'environnement des quartiers. Les habitants-tes, le plus souvent, en raison de fermeture d'usines, ont dû se déplacer vers d'autres quartiers plus accessibles économiquement. Les logements se sont transformés peu à peu en "condominium" et une population mieux nantie s'est installée dans les secteurs desservis par les centres d'éducation populaire, entraînant ainsi une baisse de population.

2.8 Croissance de la population rejointe

Graphique VII
CROISSANCE DE LA POPULATION



Note: Voir annexe 7 pour la croissance de la population selon les champs d'intervention

Une bonne majorité de groupes (67%) a vu sa clientèle s'accroître alors que 20% a maintenu une stabilité et 13% a connu une baisse. Il est par contre difficile d'établir une généralisation sur les secteurs les plus touchés par une baisse de population puisque

dans tous les champs d'intervention, une bonne proportion de groupes a augmenté leur population.

Mentionnons tout de même, que comparativement aux autres champs d'intervention, les centres d'éducation populaire ainsi que les secteurs "chômage" et "communication" enregistrent un bon nombre de groupes où la population est en diminution ou stable. Les principales raisons invoquées sont liées le plus souvent à l'exode des habitants-es, soit vers la ville, la banlieue ou d'autres quartiers. Aussi, il ressort que le manque de ressources humaines et matérielles oblige les groupes à diminuer leurs activités ou leurs services, ce qui n'est pas sans conséquence sur la population rejointe.

Quant aux groupes que l'on pourrait qualifier de florissants en terme de croissance de la population, ils sont liés aux secteurs "santé-sécurité au travail", "centre de bénévolat" et "travail". Les groupes identifiés à ces secteurs ont tous connu, sans exception, une hausse de population. En santé-sécurité, la complexité accrue des lois et la baisse du syndicalisme peuvent expliquer en partie l'accroissement de la population rejointe. Quant aux centres de bénévolat, le désengagement de l'Etat (ex: maintien à domicile) n'est certes pas étranger à l'augmentation de la population. Mais de façon générale, les groupes-répondants associent cette croissance à un développement et à une meilleure qualité des services ainsi qu'à une plus grande visibilité de l'organisme. Par des campagnes de sensibilisation et d'information, par une présence plus régulière dans les médias écrits ou électroniques, ces groupes sont mieux connus de la population.

L'accroissement des populations des champs d'intervention "aide-sociale", "consommation", "écologie" et "violence" est assez exceptionnel également. Les explications données à cette augmentation rejoignent celles décrites auparavant. Ajoutons cependant, pour ce qui est des secteurs "aide-sociale" et "consommation", que plusieurs groupes ont souligné les besoins grandissants de la population dûs à une détérioration des conditions de vie des citoyens-nes (fermeture d'usine, taux de divorce élevé, appauvrissement des jeunes et des femmes).

2.9 Le nombre de personnes rejointes

Pour clore cette section, nous avons comptabilisé le nombre de personnes rejointes à travers les activités et les services offerts par les 230 groupes-répondants au cours de l'année 1987-1988.

a) Population rejointe selon les champs d'intervention

TABLEAU 3

CHAMPS D'INTERVENTION	NOMBRE DE GROUPES	POPULATION REJOINTE	MOYENNE PAR CHAMP D'INTERVEN.
LOGEMENT	24	27,396	1,142
CHOHAGE	10	17,444	1,744
AIDE SOCIALE	12	10,649	887
SANTE	8	8,625	1,078
VIOLENCE	11	11,745	1,068
TRAVAIL	5	8,525	1,705
ECOLOGIE	6	14,250	2,375
CONSOMMATION	11	17,196	1,563
SOLIDARITE	6	23,500	3,917
ALPHABETISATION	17	2,280	134
ETHNIE	4	21,143	5,286
COMMUNICATIONS	19	89,100	4,689
FAMILLES	9	3,716	413
GARDERIE	7	4,673	668
CULTURE	2	7,250	3,625
HANDICAPES	11	4,471	406
SANTE/SECURITE	6	12,400	2,066
BENEVOLAT	13	22,000	1,692
PERSONNES AGEES	1	1,000	1,000
C. E. P.	19	24,356	1,282
JEUNES	6	2,195	366
CONDITION FEMININE	23	30,966	1,346
TOTAL	230	364,880	1,586

Au grand total, les 230 groupes-répondants ont rejoint 364,880 personnes. Bien qu'impressionnant, ce chiffre demeure conservateur puisqu'il s'agit, dans le cas de la majorité des groupes, de la population rejointe directement, c'est-à-dire que le nombre de personnes rejointes indirectement par le biais par exemple, de la radio, de la télévision ou des journaux n'est pas inclus dans l'évaluation faite par la plupart des organismes.⁶ En moyenne, les groupes atteignent environ 1,500 personnes annuellement par leurs activités et services.

Plus spécifiquement, si nous regardons maintenant le nombre moyen de personnes rejointes selon les champs d'intervention, 4 secteurs dominent nettement les autres. En tête, les groupes ethniques qui rejoignent, en moyenne, plus de 5,000 personnes. Au second rang, le secteur des communications avec une moyenne de 4,689 personnes rejointes en 1987-1988. Finalement, les groupes de solidarité atteignent environ 4,000 personnes et les groupes culturels suivent de près avec une moyenne de 3,625 personnes.

Mais pour la plupart des champs d'intervention, les groupes rejoignent, en moyenne, une population évaluée aux alentours de 1,000 à 1,500 personnes pour l'année 1987-88.

Les groupes qui interviennent ou travaillent auprès d'une population plus réduite en terme de nombre (moins de 500 personnes) sont reliés aux secteurs "alphabétisation" (134 personnes en moyenne), "condition des personnes handicapées" (406) et "familles" (413).

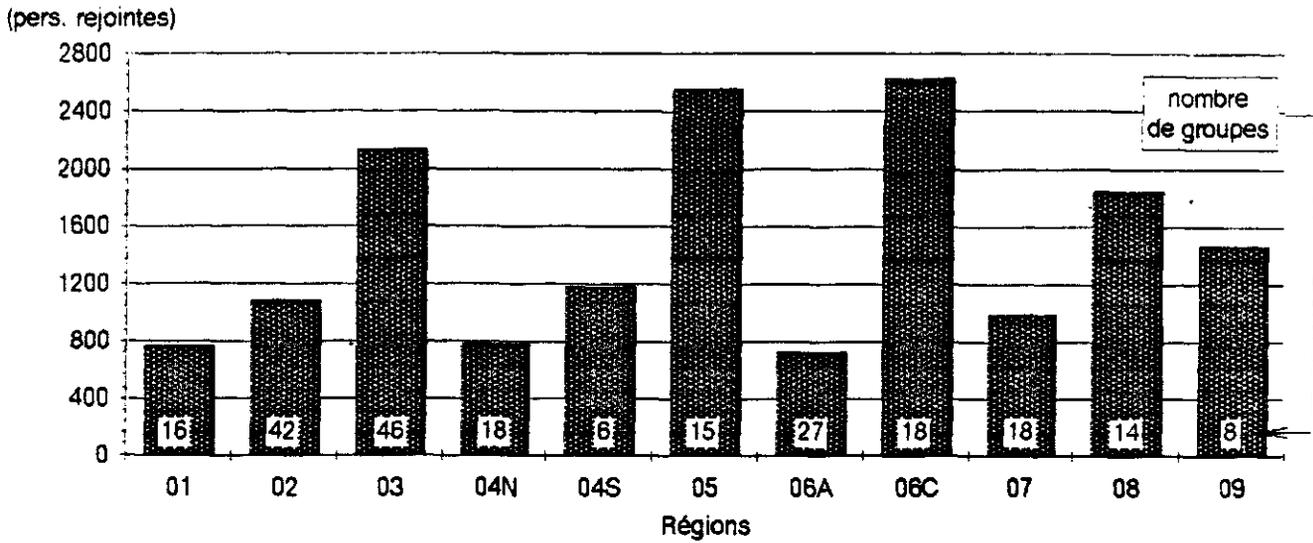
b) Selon les régions

Sans perdre de vue que le nombre de groupes par région diffère et que plusieurs facteurs peuvent influencer le nombre de personnes rejointes (population desservie, âge des groupes, budget, étendue du territoire, densité de la popula-

⁶ Lors de la compilation, un premier calcul de la population rejointe totalisait environ 800,000 personnes. Par la suite, une cinquantaine de groupes, dont l'évaluation apparaissait plus élevée que la moyenne, ont été recontactés afin de dissocier la population rejointe directement par les activités et services de celle rejointe indirectement par les médias.

tion...) le tableau 11, présente à titre indicatif, la population rejointe et son évolution dans chacune des 11 régions représentées lors du sondage.

Graphique VIII
POPULATION REJOINTE: MOYENNE PAR GROUPE SELON LES RÉGIONS



Note: Voir annexe 8 pour la croissance de la population selon les régions

Pour ce qui est du nombre de personnes rejointes, les plus hautes moyennes reviennent à la région de Montréal (2645), de l'Estrie (2568) et de Québec (2140). Ces trois régions représentent 57.8% de la population totale rejointe pour l'ensemble des groupes (plus de 200,000 personnes). Les régions présentant les moyennes les plus faibles correspondent à la Montérégie (736), le Bas St-Laurent (766) et la Mauricie (797).

La région de Montréal est celle qui compte le plus grand nombre de groupes ayant connu une forte augmentation de population (37.0%). Fait paradoxal, cette même région enregistre la proportion la plus élevée de groupes accusant une diminution de la population rejointe en 1987-1988 (29.6%). A l'opposé, tous les groupes de la région des Bois-Francs, de la Montérégie et de la Mauricie ont connu une hausse de la population rejointe (plus de 85% de groupes) ou ont maintenu une stabilité.

SECTION C - FONCTIONNEMENT INTERNE

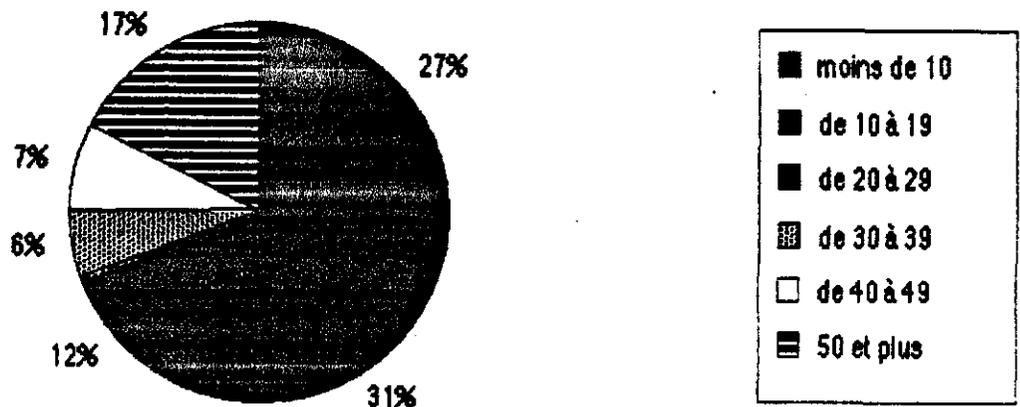
PREMIERE PARTIE: LES RESSOURCES HUMAINES

3.1 Les bénévoles/militants-es

Nous connaissons tous l'apport important des ressources humaines bénévoles dans les organismes sans but lucratif. Les groupes d'éducation populaire rejoins par cette enquête ne font pas exception à la règle. L'enquête permet d'avancer, tout en étant prudent, que le nombre total de volontaires atteint facilement le chiffre des 6,000 personnes à travers les 11 régions rejoins par le sondage. Les prochains tableaux vont nous renseigner davantage sur la contribution des bénévoles/militants-es dans les organisations.

3.1.1 Les bénévoles/militants-es selon les champs d'intervention.

Graphique IX
LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES/MILITANTS-ES DANS LES GROUPES



Le graphique IX révèle qu'à l'exception de 2 groupes parmi 230, les bénévoles/militants-es sont présents dans tous les organismes rejoins. Pour plusieurs groupes le nombre de bénévoles est plutôt impressionnant. Soulignons que 16 organismes (7%) sont soutenus par "40 à 49" bénévoles et que 30 autres organismes (17%) peuvent

compter sur la collaboration de "plus de 50" personnes donnant de leur temps à titre volontaire.

Toute proportion gardée, les plus grandes concentrations de bénévoles (40 et plus) se retrouvent dans les secteurs "bénévolat" "Centre d'éducation populaire" et "Solidarité".

Cependant, dans l'ensemble, il apparaît que le nombre de volontaires est extrêmement variable, passant de "moins de 10 bénévoles" à plus de 50, d'un groupe à un autre et ce, à l'intérieur d'un même champ d'intervention.

Pour ce qui est du temps alloué par les bénévoles dans chaque organisation, nous constatons également des écarts assez considérables.

3.1.2 - Le nombre d'heures/semaine alloué par les bénévoles/militants-es

Tableau 4

BENEVOLES	MOINS DE 3 heures	3 à 6 heures	7 à 10 heures	PLUS DE 10 hres	GR. TOTAL	%
Moins de 10	23	20	10	6	59	26.2
10 à 19	27	33	3	7	70	30.1
20 à 29	14	10	1	3	28	12.4
30 à 39	7	7	-	-	14	6.2
40 à 49	11	4	1	-	16	7.1
Plus de 50	13	19	4	2	38	16.9
TOTAL	95 41.3	93 42.3	19 8.4	18 8.0	225 100.0	100.0
5 ABSTENTIONS						

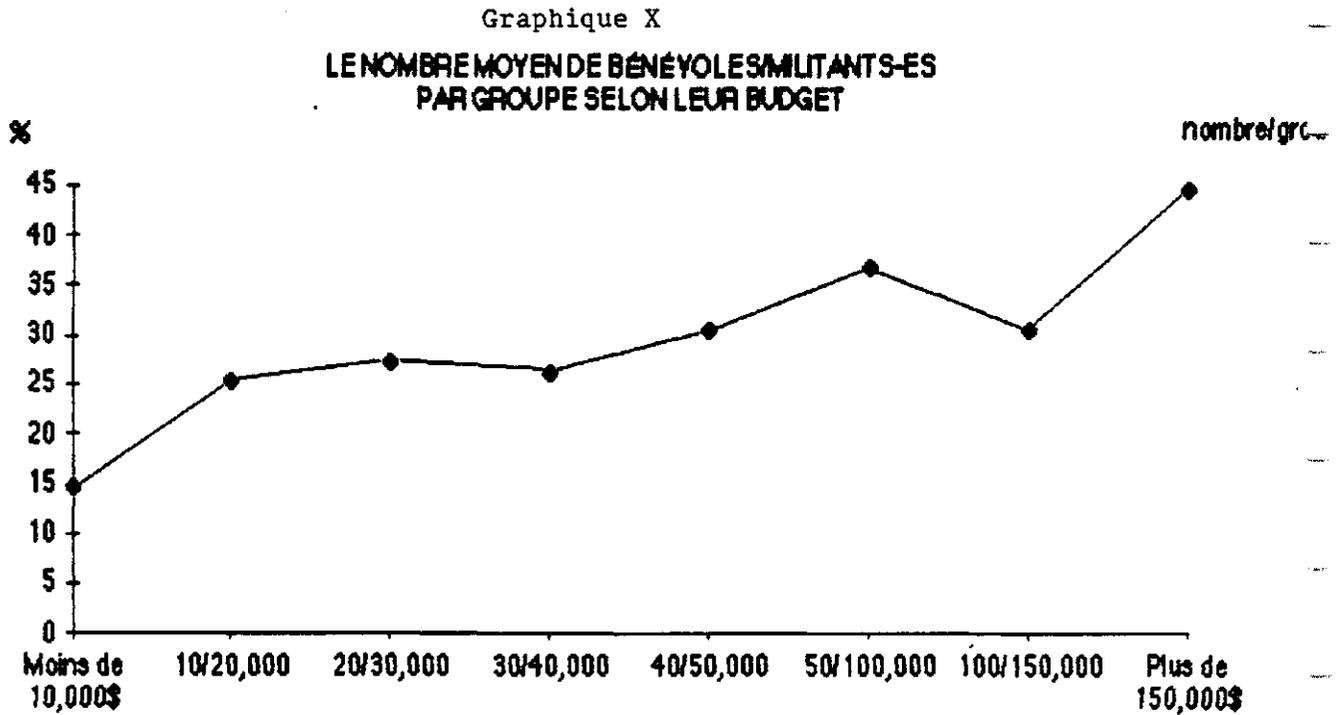
Dans le cas de 95 groupes, les bénévoles accordent en moyenne moins de 3 heures/semaine et passe de "3 à 6 heures" chez 93 autres organismes. A travers 19 groupes, des bénévoles/militant-e-s, encore plus actifs-ves, vont accorder entre "7 et 10 heures/-

semaine" et même jusqu'à "plus de 10 heures" dans une proportion de 18 groupes sur 225.

Les personnes volontaires les plus impliquées en terme d'heures/semaine (7 heures et plus) se retrouvent surtout au niveau des secteurs d'intervention "chômage", "aide sociale" et "communication".⁷ Au grand total, parmi les 225 groupes-répondants, l'ensemble des bénévoles cumulent au-delà de 20,500 heures/semaine.

3.1.3 Les bénévoles/militants-es et le budget des groupes

Le graphique X permet de projeter une moyenne approximative du nombre de bénévoles/militants-es selon le budget des groupes.



⁷ Ces derniers résultats n'apparaissent pas dans les tableaux publiés de ce rapport. Ils proviennent de l'analyse de tableaux à 3 dimensions dont l'importance en terme d'espace est beaucoup trop lourde pour être reproduite.

Les résultats obtenus sont assez révélateurs. Toute proportion gardée, il semble que plus le budget est élevé, plus le nombre de bénévoles l'est aussi. Nous pouvons expliquer en partie ce résultat en exprimant deux commentaires. Premièrement, ces chiffres démontrent à quel point, l'intégration des bénévoles/militants-es est importante dans la vie associative des groupes, et ce peu importe le budget. Deuxièmement, nous savons pertinemment, qu'une grande concentration de bénévoles nécessite dans une organisation, un accueil et un encadrement adéquats ainsi que de bons outils de participation et de soutien. Cette structure organisationnelle peut difficilement être mise en place et maintenue lorsque les ressources financières sont précaires. Les groupes "à petit budget" n'ont donc pas le choix de limiter l'intervention des bénévoles/militants-es dans leur organisation pour être opérationnels.

Les résultats révèlent qu'en moyenne, les groupes ayant un budget annuel de "moins de 10,000\$" comptent environ 15 bénévoles. Lorsque les ressources financières atteignent 10,000\$ par année et progressent vers les 50,000\$, le nombre de bénévoles se situe entre 25 et 30 personnes.

Quant aux groupes ayant des budgets annuels nettement plus élevés, soit 150,000\$ et plus, le nombre moyen de bénévoles dépasse le chiffre des 40 personnes.

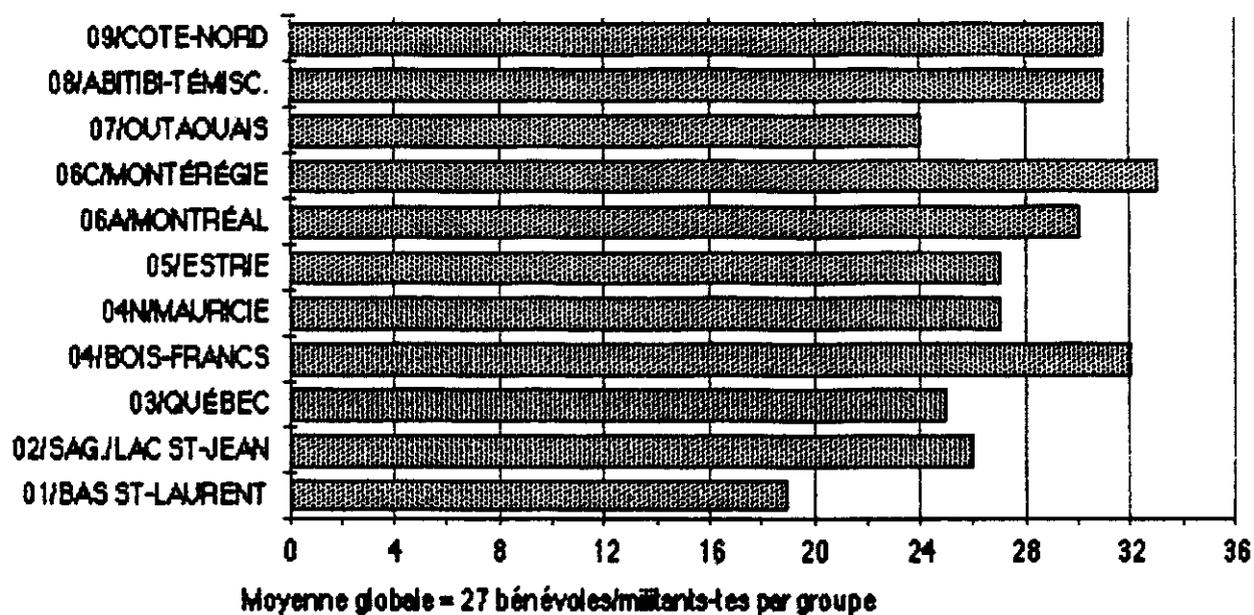
Pour l'ensemble des groupes rejoints, la moyenne approximative de bénévoles/militants-es dans chaque organisation est de 27 bénévoles.

3.1.4 Les bénévoles/militants-es selon les régions

Le graphique XI dévoile entre autres, le nombre moyen de bénévoles par groupe selon les 11 régions touchées par l'enquête. En général, les moyennes obtenues dans chacune des régions sont comparables à l'exception peut-être du Bas St-Laurent. Cette région enregistre une moyenne approximative de 19 bénévoles par groupe, ce qui est une évaluation plutôt faible si nous comparons à la moyenne de l'ensemble, soit 27 volontaires.

Les plus hautes moyennes régionales correspondent à la Montérégie (33) et aux Bois-Francs (32). Le nombre de bénévoles moyen par groupe pour les autres régions se situe autour de la moyenne globale (24 à 31).

Graphique XI
 NOMBRE MOYEN DE BÉNÉVOLES/MILITANTS-ES
 PAR RÉGION



3.2 Les travailleurs-ses

Si nous regardons maintenant du côté du personnel rémunéré, nous verrons que les chiffres sont moins impressionnants mais non moins révélateurs sur la situation des groupes d'éducation populaire autonome.

LE NOMBRE DE TRAVAILLEURS-SES

TABLEAU 5

Nombre de travail- leurs-ses par groupe	Nombre de groupes	%	% cumulé
0	103	44.8	44.8
1	41	17.8	62.6
2	20	8.7	71.3
3	27	11.7	83.1
4	9	3.9	87.0
5	7	3.0	90.0
6	7	3.0	93.1
7	7	3.0	96.1
8	4	1.7	97.8
9	2	0.9	98.7
10	1	0.4	99.1
20	1	0.4	99.6
22	1	0.4	100.0
	230	100.0	

En premier lieu, parmi les 230 groupes répondants, une proportion de 44.8% (103 groupes) n'a aucun-e permanent-e à temps plein dans son organisation.

Par ailleurs, nous retrouvons 41 groupes (17.8%) avec un-e seul-e travailleur-se et 47 groupes (20.4%) comptant de 2 à 3 travailleurs-ses.

Apparaissant plus privilégiés, 30 groupes (13%) emploient de 4 à 7 salariés-es et une faible minorité, soit 7 groupes (3%) atteignent de 8 à 10 employés-es. Par ailleurs, 2 groupes se distinguent particulièrement par l'embauche de 20 personnes dans le premier cas et de 22 personnes dans le deuxième cas. Cependant, cette forte concentration de travailleurs-ses se révèle exceptionnelle et correspond à la réalité d'organismes, qui sous la même bannière, regroupent plusieurs points de services sur un territoire donné.

3.2.1 Les travailleurs-ses selon les champs d'intervention

TABLEAU 6

Perm. t.plein Champs d'interven.	HOMMES	% HOMMES	FEMMES	% FEMMES	TOTAL	NOMBRE DE GROUPES	MOYENNE PAR GROUPE
LOGEMENT	44	50.6	43	49.4	87	16/24	3.6
CHOMAGE	1	50.0	1	50.0	2	1/10	0.2
AIDE SOCIALE	0	0.0	2	100.0	2	2/12	0.2
SANTE	2	22.2	7	77.8	9	3/8	1.1
VIOLENCE	0	0.0	52	100.0	52	9/11	4.7
TRAVAIL	1	17.0	5	83.0	6	2/5	1.2
ECOLOGIE	3	75.0	1	25.0	4	3/6	0.7
CONSUMMATION	5	26.3	14	73.7	19	8/11	1.7
SOLIDARITE	5	50.0	5	50.0	10	5/6	1.7
ALPHABETISATION	3	12.0	23	88.0	26	9/17	1.5
ETHNIE	2	15.4	11	84.6	13	3/4	3.3
COMMUNICATIONS	9	42.9	12	57.1	21	11/19	1.1
FAMILLE	0	0.0	8	100.0	8	4/9	0.9
GARDERIE	7	17.9	32	82.1	39	5/7	5.6
CULTURE	1	33.3	2	66.7	3	1/2	1.5
HANDICAPES	1	20.0	4	80.0	5	3/11	0.5
SANTE/SECURITE	6	46.2	7	53.8	13	5/6	2.2
BENEVOLAT	3	13.6	19	86.4	22	8/13	1.7
PERSONNES AGEES	3	60.0	2	40.0	5	1/1	5.0
EDUCATION POPULAIRE	21	38.9	33	61.1	54	14/19	2.8
JEUNES	3	50.0	3	50.0	6	4/6	1.0
CONDITION FEMININE	1	5.0	19	95.0	20	10/23	0.9
TOTAL	121		305		426	127/230	

Le tableau 6 apporte plusieurs types d'information concernant la répartition des travailleurs-ses dans les groupes d'éducation populaire autonome.

Selon les résultats, les groupes où l'on dénote le plus souvent l'absence de permanents-es salariés-es, sont identifiés aux secteurs "chômage", "aide sociale" et "conditions des personnes handicapées".

A l'opposé, proportionnellement au nombre de groupes compris dans chaque secteur, le nombre d'emplois moyen le plus élevé revient au secteur "garderie" (5.6), "violence" (4.7), "logement" (3.6) et "ethnie" (3.3).

Au total, lors du sondage en novembre 1987, 426 personnes occupaient des postes à temps plein dans les groupes rejoints. De ce nombre, nous retrouvons une proportion de 71.6% de femmes, soit 305 travailleuses. Cette forte représentation est encore plus impressionnante du côté du personnel travaillant à des postes à temps partiel. En effet, sur 247 travailleurs-ses de cette catégorie, 81% (200) sont des femmes.

La main-d'oeuvre féminine est donc fortement majoritaire, que ce soit pour les postes réguliers ou partiels dans les groupes d'éducation populaire autonome.

La minorité d'hommes travaillant dans les groupes (en considérant les secteurs employant au total plus de 10 personnes) se retrouve principalement au niveau des champs d'intervention "logement", "santé-sécurité au travail", "communication" et "centre d'éducation populaire". Par ailleurs, les hommes sont complètement absents dans les secteurs "violence", "famille" et "aide sociale" et sont faiblement représentés dans les secteurs "condition féminine", "alphabétisation" et "bénévolat".

3.2.2 Les travailleurs-ses et les régions⁸

Des 11 régions représentées dans cette enquête, Montréal est celle qui détient le plus fort pourcentage de groupes ayant du personnel rémunéré soit 89.3%. La Montérégie et la région des Bois-Francs

⁸ Voir note 7

comptent également une bonne proportion de groupes employant un ou des salariés-es à plein temps.

Les travailleurs-ses salairés-es se font plus rares dans les groupes identifiés aux régions de l'Abitibi, de la Mauricie et du Saguenay/Lac St-Jean.

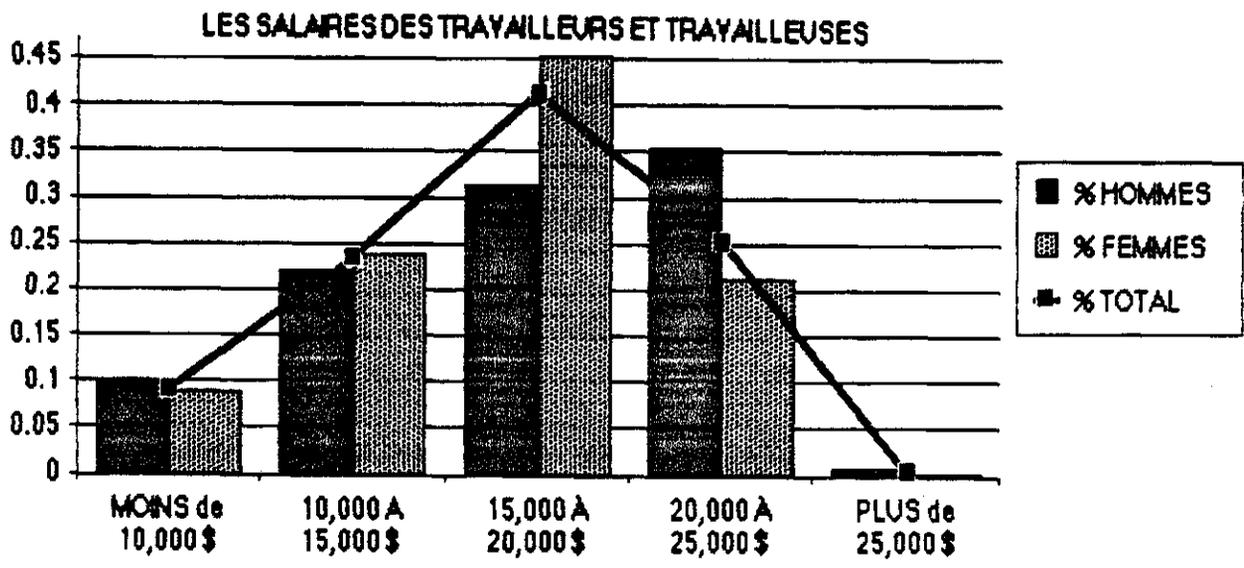
Des 426 travailleurs-ses recensés-es, près de la moitié (46.2%) est à l'emploi de groupes de Montréal (99 pers.) ou de Québec (98 pers.) alors que ces deux (2) régions représentent le 1/3 des groupes répondants.⁹ Dans la région de Montréal, 40% des salariés proviennent du secteur regroupant les Centres d'éducation populaire (25% des groupes de Montréal).

Quant à la région de Québec, les concentrations les plus élevées de travailleurs-ses, se retrouvent dans les secteurs "logement" (35%) ou "violence" (21.4%). Bien que le dénombrement des travailleurs-ses soit élevé comparativement aux autres régions, Québec enregistre seulement 25 groupes (54.3%) employant du personnel rémunéré.

3.2.3 Scolarité et revenus des travailleurs-ses

Pour l'ensemble des travailleurs-ses (temps plein ou temps partiel), la scolarité moyenne est aussi élevée chez les hommes que chez les femmes. Chez les travailleuses, 73% ont acquis "13 ans et plus" de scolarité comparativement à 74.4% chez les hommes.

Graphique XII



⁹ Québec: 46 groupes - Montréal: 28 groupes.

Notons, cependant que l'échelle salariale moyenne n'est certainement pas associée à la formation détenue par les travailleurs-ses, les revenus étant très disparates à travers les groupes.

Seulement 2 personnes (0.5%) dépassent le cap salarial de 25,000\$ par année alors que 39 salariés-es (9.3%) ont un revenu annuel de "moins de 10,000\$" et 99 (23.5%) gagnent entre "10,000\$ et 15,000\$".

Les autres travailleurs-ses se situent dans la classe des "15,000\$ à 20,000\$ (41.3%) et de "20,000\$ à 25,000\$ (25.4%).

En proportion, le nombre d'hommes et de femmes se situant sous l'échelle salariale des 15,000\$ est comparable. Les différences apparaissent lorsque l'on franchit un cap salarial plus élevé. Il faut donc croire que même dans les organisations populaires, des différences salariales persistent, puisqu'en pourcentage, les plus hauts salaires semblent être le lot des hommes. La moyenne salariale pour l'ensemble des salariés-es est évaluée à 16,485\$. En considérant seulement les travailleuses, le salaire moyen baisse à 16,275\$/an et il s'élève à 17,004\$/an chez les travailleurs. Les écarts de salaire, du moins en partie, semblent reliés aux champs d'intervention. En effet, certains secteurs semblent offrir de meilleures conditions salariales que d'autres. Les résultats obtenus ont été compilés dans le tableau 7.

Voir le tableau 7 à la page suivante.

Comme il est difficile de comparer tous les secteurs dans leur ensemble, le nombre de groupes étant réparti trop inégalement, nous nous sommes arrêtés aux secteurs regroupant les plus grands nombres d'organismes ayant du personnel rémunéré (zone ombragée). Des huit secteurs retenus, les salaires offerts en alphabétisation, en communication communautaire et dans le secteur de la condition féminine apparaissent moins élevés que dans les autres champs d'intervention, alors que 60% et plus de ces groupes offrent des salaires inférieurs à 15,000\$ par année.

Par ailleurs, bien que nous ne pouvons généraliser, les meilleures conditions salariales (15,000\$ et plus) ont été enregistrées dans les secteurs "bénévolat" (75%), "logement" (74.9%), "violence" (66.6%) et "consommation" (62.5%).

Pour ce qui est du dernier champ d'intervention retenu, soit les Centres d'éducation populaire, notons que la variation au niveau des salaires versés d'un groupe à un autre est trop manifeste pour tirer des conclusions sur les tendances salariales de ce secteur.

TABLEAU 7

LES SALAIRES SELON LES CHAMPS D'INTERVENTION

CHAMPS D'INTERVENTION	MOINS DE 10,000\$	10,000\$ 15,000\$	15,000\$ 20,000\$	20,000\$ 25,000\$	PLUS DE 25,000\$	NOMBRE DE GROUPES
LOGEMENT	1	3	7	5		16
CHOMAGE	1					1
AIDE SOCIALE	1		1			2
SANTE	1	1		1		3
VIOLENCE		3	4	2		9
TRAVAIL		1				1
ECOLOGIE	1	2				3
CONSOMMATION		3	4	1		8
SOLIDARITE		1	2	2		5
ALPHABETISATION	1	5	2	1		9
ETHNIE			3			3
COMMUNICATIONS	4	3	3	1		11
FAMILLE	1	3				4
GARDERIE	1	1	3			5
CULTURE			1			1
PERS. HANDICAPEES		1	2			3
SANTE/SECURITE		1	2	2		5
BENEVOLAT		2	5	1		8
PERSONNES AGEES		1				1
EDUCATION POPULAIRE	3	3	5	2	1	14
JEUNES	1	2	1			4
CONDITION FEMININE	1	5	3	1		10
TOTAL	17	41	48	19	1	126

%

13.5%

32.5%

38.1%

15.1%

0.8%

100%

1 ABSTENTION

B) LES RESSOURCES FINANCIERES

Dans le contexte des années 1980, la situation financière des groupes d'éducation populaire autonome n'a rien d'enviable. La plupart des organisations populaires et communautaires est instable, leur survie repose le plus souvent, sur l'obtention précaire de subventions gouvernementales. Quelques groupes peuvent compter sur des sources de financement privé (ex: communautés religieuses) ou sur des activités d'autofinancement mais en général, peu de groupes peuvent jouir d'une pleine autonomie. Les besoins en éducation populaire sont pourtant nombreux. La quantité de travail à abattre par les groupes représente tout un défi compte tenu de la pauvreté des moyens.

Afin de tracer un portrait assez fidèle de la situation financière, nous ferons l'analyse, du budget annuel moyen des groupes d'éducation populaire, entre 1985 et 1988.

Précisons que nous avons demandé aux groupes de chiffrer leur budget selon les activités dites régulières i.e. en excluant les sommes obtenues par le biais de programmes de création d'emploi (Art. 38, PDE).

3.3 LES BUDGETS SELON LES CHAMPS D'INTERVENTION

Dans l'ensemble, la grande majorité des groupes, soit 71.9% a un budget annuel moyen de "moins de 50,000\$", dont 21.7% (48 groupes) n'atteint pas la somme de 10,000\$.

Une proportion égale à 14.5% (32 groupes) chiffre leur budget entre "50,000\$ et 100,000\$" et 7.2% (16 groupes) entre "100,000\$ et 150,000". Finalement, un faible pourcentage évalué à 2.7% (6 groupes) bénéficie d'un budget se situant entre "150,000\$ et 200,000\$" et 3.6% (8 groupes) atteint "plus de 200,000\$ par année. Notons que parmi ces 14 derniers groupes, 10 proviennent de la région de Montréal.

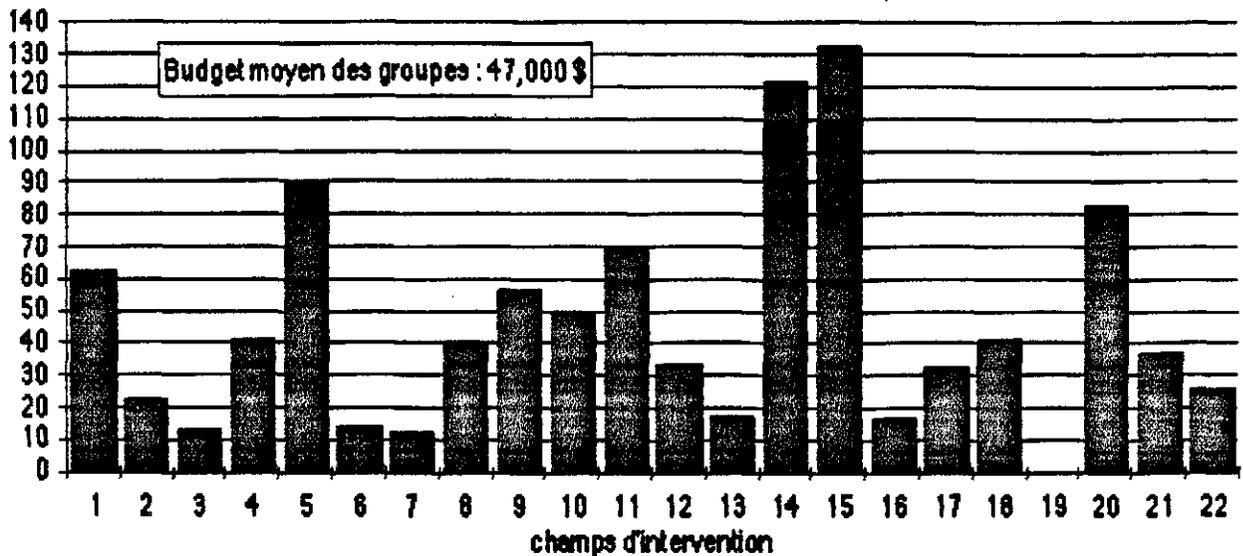
La moyenne budgétaire de l'ensemble des groupes tourne autour de 47,000\$ par année. Toutefois, si nous excluons du calcul, la région de Montréal, en raison de sa forte proportion de budgets élevés, nous rabaissons la moyenne aux autres régions à 38,000\$ par an; ce qui n'est guère impressionnant si l'on considère que

46.4% des groupes rejoints à l'extérieur de Montréal ont plus de 7 ans d'existence.

Graphique XIII

**BUDGET MOYEN DES GROUPES
SELON LE CHAMP D'INTERVENTION**

En milliers de dollars



1 : Logement
2 : Chômage
3 : Aide Sociale
4 : Santé
5 : Violence
6 : Travail
7 : Écologie
8 : Consommation
9 : Solidarité
10 : Alphabétisation
11 : Études

12 : Communications
13 : Famille
14 : Garderie
15 : Culture
16 : Handicapés
17 : Santé-Sécurité
18 : Bénévoles
19 : Personnes âgées
20 : Éducation populaire
21 : Jeunes
22 : Condition féminine

D'autre part, si nous analysons les budgets selon les divers champs d'intervention, nous constatons qu'il existe à première vue des écarts considérables de revenu d'un groupe à un autre. Nous n'avons qu'à regarder le cas des secteurs fortement représentés tels "logement", "communication" et "CEP" pour s'en convaincre. Le manque d'homogénéité réuni dans ces secteurs explique les écarts budgétaires. Par exemple, dans le secteur communication, on comprend que l'infrastructure nécessaire à une télévision communautaire est bien différente de celle rattachée à un collectif d'information. Ces différences se traduisent inévitablement au niveau financier et rendent l'interprétation de certaines moyennes sectorielles plus ou moins conforme à la réalité.

Toutefois, malgré cette diversité assez généralisée, il demeure que les plus grosses enveloppes budgétaires sont identifiables à quelques secteurs. Mentionnons le champ d'intervention regroupant les centres d'éducation populaire (CEP) où 6 groupes sur 19 se financent avec des budgets de plus de 150,000\$/an. Cette situation financière des CEP est cependant exclusive à la région de Montréal.

Pour l'ensemble des groupes compris dans le secteur des CEP, la moyenne budgétaire annuelle se situe autour de 83,000\$, en considérant la région de Montréal. Si nous excluons cette région, la moyenne n'est plus que de 25,000\$ par année.

Quant aux champs d'intervention atteignant "100,000\$ et plus" par année, toute proportion gardée, ils proviennent principalement du secteur "garderie" et "violence". Les moyennes budgétaires de l'ensemble de ces groupes sont évaluées à "122,000\$ par année" pour les garderies et à "91,000\$ par année" pour le secteur "violence".

Les plus faibles moyennes budgétaires correspondent aux groupes des secteurs "écologie" (13,000\$), "aide sociale" (14,000\$) et "travail" (15,000\$).

Bien au-dessous de la moyenne globale également nous retrouvons les secteurs "personnes handicapées" (17,000\$), "famille" (18,000\$), "chômage" (23,000\$) et "condition féminine" (26,000\$).

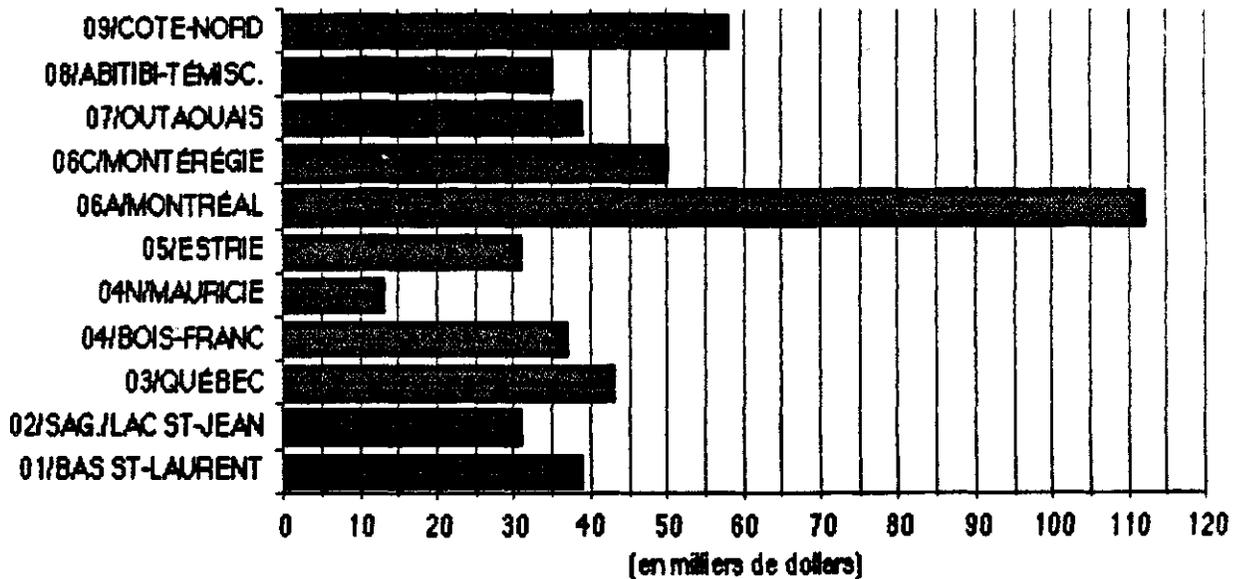
Les autres secteurs se situent financièrement autour de la moyenne globale avec des budgets évalués entre "35,000\$ et 50,000\$" par année.

Finalement toujours par rapport à la moyenne globale, les budgets moyens des secteurs "ethnie" (70,000\$) et "logement" (63,000\$) distancent favorablement les autres champs d'intervention. Notons toutefois que la diversité de groupes identifiés au secteur "logement" (GRT, Coop d'habitation, association de locataires, comité de logement) fait en sorte que le budget annuel se situe, selon le type de groupe, soit bien au-dessus de la moyenne (27%: budget de 100,000\$ et plus) ou bien au-dessous (36%: budget de 20,000\$ et moins).

3.3.1 Les budgets selon les régions

Graphique XIV

BUDGET MOYEN DES GROUPES SELON LES RÉGIONS



Dans 6 régions sur 11, la moyenne budgétaire des groupes se situe entre "30,000\$ et 40,000\$" par année. Si nous nous référons à la moyenne de l'ensemble des groupes, soit 47,000\$, la majorité des régions est donc bien au-dessous de la moyenne nationale. Cet écart provient de la moyenne budgétaire obtenue par les groupes de la région de Montréal, soit 112,000\$. Seulement le tiers des groupes de cette région ont un budget de moins de 50,000\$. Aucune autre région, mise-à-part la Côte-Nord, ne dépasse une moyenne budgétaire par groupe de 50,000\$.

Rappelons que la moyenne nationale en excluant la région de Montréal tourne autour de 38,000\$, montant qui reflète davantage la réalité de l'ensemble des régions.

Par rapport à ce dernier montant, trois régions se distinguent particulièrement. En tête, la Côte-Nord, avec une moyenne annuelle de 58,000\$ suivi de la Montérégie avec 50,000\$ et finalement la région de Québec avec 43,000\$ par année.

Pour terminer, une région se retrouve complètement isolée des autres par la faiblesse généralisée des budgets de ses groupes, soit la Mauricie. La moyenne budgétaire de cette région n'est que de 13,000\$.

3.3.2 Evolution du budget selon les champs d'intervention¹⁰

Au cours des trois (3) dernières années, pour ce qui est de l'évolution financière des groupes, une bonne proportion (39.1%) a augmenté son budget et 24.9% a, au contraire, vu son budget diminué. Les autres groupes ont maintenu une stabilité financière (36.1%).

Toute proportion gardée, les champs d'intervention les plus touchés par une baisse budgétaire au cours des trois (3) dernières années correspondent aux secteurs "chômage", "aide sociale" et "conditions des jeunes". Une proportion égale à 50% des groupes compris dans ces trois (3) secteurs a indiqué que leur budget de fonctionnement avait diminué depuis 1984.

L'évolution financière des groupes de personnes handicapées n'est guère reluisante également alors qu'un seul groupe sur 11 (9.1%) a connu une hausse budgétaire. Rappelons que le budget du secteur des personnes handicapées, tout comme celui du "chômage" et de "l'aide sociale" est déjà bien au-dessous de la moyenne de l'ensemble des groupes-répondants.

Les groupes apparaissant moins menacés financièrement comparative-ment aux autres, sont associés aux secteurs "violence" et "solidarité". Aucun groupe de ces 2 secteurs n'a connu de baisse budgétaire. Ils ont, au contraire, plutôt eu tendance à augmenter leur budget dans une proportion de 83.3% pour les groupes de "Solidarité" et 63.3% pour les groupes reliés au secteur "violence".

Quant aux champs d'intervention qui semblent plutôt stables financièrement depuis trois (3) ans, ils sont reliés aux groupes des secteurs "travail", "consommation", "alphabétisation", "ethnie" et "santé-sécurité". Notons cependant que cette stabilité financière dans une économie inflationniste comme la nôtre peut facilement s'interpréter comme une baisse budgétaire.

¹⁰ Voir l'Annexe 9

Finalement, les groupes des autres secteurs d'intervention ont connu une évolution budgétaire assez discordante depuis 1984, ce qui rend l'interprétation des tendances financières plutôt difficile.

3.3.3 Evolution du budget selon les régions

TABLEAU 8

REGIONS	A AUGMEN.	STABLE	A DIMINUE	TOTAL	%
BAS ST-LAURENT	2	10	4	16	7.1
SAGUE/LAC ST-JEAN	17	13	11	41	18.2
QUEBEC	16	16	14	46	20.4
BOIS-FRANCS	3	14	2	19	8.4
MAURICIE	2	1	2	5	2.2
ESTRIE	5	6	4	15	6.7
MONTREAL	15	9	3	27	12.0
MONTEREGIE	11	1	6	18	8.0
OUTAOUAIS	10	3	3	16	7.1
ABITIBI-TEMISCAM.	5	5	4	14	6.2
COTE-NORD	2	3	3	8	3.6

TOTAL	88	81	56	225	100.0
%	39.1	36.0	24.9	100%	

5 ABSTENTIONS

Si l'on se réfère au pourcentage national de groupes dont le budget diminue depuis 3 ans (24.9%), toute proportion gardée, certaines régions semblent se démarquer à leur désavantage. Plus du tiers des groupes des régions de la Mauricie (40%), de la Côte-Nord (37.5%), de Québec (30.4%) et de la Montérégie (33.3%), a accusé des baisses budgétaires.

Le Bas St-Laurent (62.5%) et la région des Bois-Francis (73.7%) se caractérisent par une proportion élevée de groupes ayant des budgets plutôt stables depuis 1984.

Finalement, plus de la moitié des groupes dans la région de l'Ou-taouais (62.5%), de Montréal (55.6%) et paradoxalement, la Montérégie (61.1%) a augmenté leur budget au cours des 3 dernières années. Rappelons toutefois que ces derniers résultats doivent être reçus prudemment puisqu'ils font référence à la représentation inégale des régions dans l'échantillonnage global.

3.4 Le programme OVEP¹¹

L'une des sources de financement d'un bon nombre de groupes d'éducation populaire autonome, membres du réseau MEPACQ, provient du ministère de l'Éducation du Québec par le biais du "Programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire" (OVEP). L'enveloppe budgétaire 1987-1988 se chiffrait aux environs de 7.9 millions \$. Les montants accordés aux organismes ont varié entre 303\$ et 75,000\$ pour ce qui est des groupes locaux. La moyenne de subvention pour l'ensemble des groupes est de 6,600\$.

Cette contribution gouvernementale ne revêt pas la même importance pour tous. Le tableau 9 indique en pourcentage la proportion du montant OVEP 1987-1988 dans le budget des groupes.

POURCENTAGE DU PROGRAMME "OVEP" SELON LE BUDGET REGULIER

TABLEAU 9

% du budget	Nombre de groupes	% de groupes	cumulatif	% cumulatif
0	39	16.9	39	16.9
1 -10	67	29.1	106	46.0
11-20	28	12.2	134	58.2
21-30	28	12.2	162	70.4
31-40	12	5.2	174	75.6
41-50	13	5.7	187	81.3
51-60	6	2.6	193	83.9
61-70	6	2.6	199	86.5
71-80	11	4.8	210	91.3
81-90	5	2.2	215	93.5
91-100	15	6.5	230	100.0
	230	100.0	-	-

¹¹ Depuis 1988-1989, l'appellation du programme a été changé pour: Programme de soutien à l'éducation populaire autonome.

Parmi les 230 répondants, 191 groupes ou 83% ont reçu en 1987-1988, une subvention OVEP. Par rapport au budget régulier, 23% (53 groupes) chiffre, cet apport financier de "21% et 50%" de leur budget total. Dans le cas de 43 autres organismes (18.7%) la subvention reçue devient la principale source de financement puisque le montant versé accapare plus de 50% du budget régulier. Notons que pour 13 groupes, le programme OVEP constitue l'unique source de revenu.

Toutefois, pour près de la moitié des répondants (46.0%), le montant de la subvention prend une part relativement faible dans le budget, soit 10% ou moins.

Pour l'ensemble, le pourcentage moyen de ce soutien du ministère de l'Éducation représente 26.9% du budget des groupes.

SECTION D

4 - PRATIQUES DES GROUPES

Les pages précédentes nous ont familiarisés avec les objectifs, la population rejointe et les ressources des groupes d'éducation populaire autonome. Mais comment les groupes s'y prennent-ils pour rejoindre la population visée et atteindre leurs objectifs?

Nous savons que l'éducation populaire se traduit le plus souvent par de la "formation par l'action". Lors de l'enquête, en s'inspirant de cette définition, nous avons proposé une série de moyens ou de pratiques pouvant contribuer à la réalisation des mandats des groupes. Les prochains tableaux cumulent les résultats obtenus. Ils présentent les activités réalisées, les moyens de communications privilégiés ainsi que les services offerts par les groupes au cours de l'année 1987.

4.1 Les activités réalisées en 1987**TABLEAU 10**

ACTIVITES	NO. GR.	%
Cours	157	68.3
Tables rondes	95	41.3
Ateliers-plénières	119	51.7
Café rencontre	119	51.7
Ateliers thématiques de réflexion	103	44.8
Journée d'étude ou de réflexion	94	40.9
Conférence-séance d'information	157	68.3
Fêtes populaires	131	57.0
Session de formation	162	70.4
Activités de création	72	31.3
Campagne de pression	121	52.6
Participation à la vie associative	107	46.5
Comité de travail	150	65.2
Instances décisionnelles	109	47.4
Autres activités	15	6.5

Bien que nous n'ayons pas d'indice sur la fréquence annuelle ou sur le taux de participation, les genres d'activités ou de pratiques les plus courants sont "les sessions de formation" (70.4%), les cours (68.3%) et l'intégration des personnes dans des comités de travail (65.2%).

Le recours aux autres activités mentionnées n'est pas pour autant négligeable puisque, dans un grand nombre de cas, minimalement 2 groupes sur 5 les ont utilisées au cours de l'année 1987.

Pour terminer, ajoutons que 11 groupes (4.8%) ont complété la grille présentée en indiquant offrir occasionnellement, des activités de loisir ou de culture et quatre (4) groupes (1.7%) ont précisé être à l'origine de colloques ou de forum sur des thèmes particuliers.

4.2 Les moyens de communications et/ou de promotion

Que ce soit pour inviter la population à leurs activités, pour convoquer leurs membres à des rencontres, pour donner leur opinion sur différents sujets ou pour publiciser leurs services les groupes favorisent certains moyens de communication ou de promotion. Nous avons préétabli un choix de réponses parmi un ensemble de moyens potentiels et les résultats obtenus apparaissent dans le prochain tableau.

TABEAU 11
MOYENNE DE COMMUNICATION OU DE PROMOTION

MOYENS	NO. GR.	%
Dépliants d'information	190	82.6
Rush-Blitz téléphonique	86	37.4
Tracts	71	30.9
Posters-Affiches	147	63.9
Bulletin de liaison interne	80	34.8
Revue-journal du groupe	73	31.7
Slogan	45	19.6
Intervention symbolique	123	53.5
Inscription dans un répertoire	167	72.6
Envois postaux	154	67.0
Journal de quartier - quotidien	163	70.9
Entrevues Radio-TV	168	73.0
Conférence de presse	121	52.6
Macarons	57	24.8
Autres moyens de communications	23	10.0

Les moyens de communication ou de promotion les plus populaires dans les groupes sont les dépliants d'information (82.6%), le recours aux entrevues à la radio-télévision (73.0%), l'inscription du groupe dans un répertoire d'organismes et l'utilisation du journal de quartier ou du quotidien du secteur (70.9%).

Egalement, environ les 2/3 des groupes emploient la poste (67%) et se munissent de "posters-affiches" (63.9%). Finalement, plus de la moitié des répondants voit l'intervention symbolique comme un bon moyen de communication (53.5%) de même que la conférence de presse (52.6%).

Outre les moyens de visibilité cités dans le tableau 11, des groupes ont ajouté d'autres façons originales de se faire voir et entendre tels: gilets, cartes postales, cartes d'affaires, vidéo, téléthon, feuillet paroissial, napperons et l'utilisation de billards dans des endroits publics.

4.3 Les services offerts

TABLEAU 12

SERVICES	NO GROUPES	%
1. Accueil et information	209	90.9
2. Service de référence	182	79.1
3. Ecoute et soutien	166	72.2
4. Centre de documentation	138	60.0
5. Autres services:		
. hébergement	7	3.0
. service individuel	16	7.0
. aide juridique	12	5.2
. divers	25	10.9

Parmi les choix proposés, la grande majorité des groupes rejoints offre en permanence, un service d'accueil et d'information (90.9%), un service de référence (79.1%) et bénéficie d'un centre de documentation (60%).

Dans un grand nombre de cas également, (166 groupes ou 72.2%), un service d'écoute et de soutien est maintenu de façon régulière. Précisons qu'une proportion équivalente à 7% de groupes ont mentionné (dans les autres services offerts) qu'ils assuraient au besoin, un suivi individuel des personnes.

Quant aux autres services spécifiés par les groupes eux-mêmes, 7 groupes (3%), ont ajouté qu'ils offraient un service d'hébergement aux personnes en difficulté (principalement des femmes) et 12 groupes (5.2%) ont précisé qu'ils maintenaient un service d'aide juridique ou d'accompagnement à la cour.

Du côté de l'aide plus technique également, 25 groupes (10.9%), mettent à la disposition de la population visée l'un ou l'autre des services suivants: transport adapté, maintien et visite à do-

micile, repas communautaires, prêts d'équipements ou de locaux, services budgétaires et gardiennage.

4.4 Particularités des groupes vs le milieu institutionnel

Des 230 répondants, 110 groupes ou 47.8% disent cotoyer, dans le territoire desservi, des organismes publics ou para-publics oeuvrant dans le même domaine d'intervention. Cependant, à plusieurs points de vue, les interventions des groupes d'éducation populaire autonome se distinguent de celles des organismes gouvernementaux. Les distinctions faites par la plupart des groupes concernés et ce, quel que soit le domaine d'intervention, se résument ainsi:

- De par leur structure, les groupes d'éducation populaire autonome ont une formule beaucoup plus démocratique. Les participants-tes sont appelés-es à prendre part aux décisions de l'organisme.
- Bien que les groupes d'éducation populaire autonome oeuvrent, le plus souvent, dans un domaine d'intervention spécifique, le champ d'action est beaucoup plus large, plus diversifié, moins restrictif que celui des organismes publics ou para-publics. Le soutien et le support donné à la population desservie se fait sans condition.
- Les groupes ne se contentent pas d'informer. Le soutien aux individus est beaucoup plus concret, immédiat et approfondi. Les activités et services sont orientés vers la prise en charge individuelle et collective.
- Les groupes s'adressent à une population plus démunie. Ils visent une amélioration des conditions de vie. Ils sont donc plus revendicateurs, dénoncent davantage les injustices, recherchent et proposent des alternatives en vue d'une transformation sociale à moyen et long terme.

4.5 Reconnaissance du réseau public

L'enquête révèle que la majorité des groupes d'éducation populaire rejoints (82.6% ou 190 groupes) est utilisée comme ressource par le milieu institutionnel et/ou les intervenants-es professionnels du milieu (CLSC, Commissions scolaires, CSST, Régie du logement, Aide juridique, Consult-action, Emploi-Immigration Canada, etc...).

La nature de cette utilisation se traduit, le plus souvent, par de la référence de population, par un échange d'information (utilisation de l'expertise des groupes) et/ou un échange de services (prêt de matériel éducatif, d'équipements de diffusion, de locaux, etc...). Occasionnellement, les membres des groupes sont appelés à participer à des activités ou rencontres, soit comme animateurs-trices, formateurs-trices ou tout simplement comme participants-es.

Toutefois, cette collaboration entre les groupes et le réseau public n'implique pas pour autant que tous les groupes se considèrent reconnus par les organismes institutionnels et/ou les intervenants-tes du secteur public. Le tableau 13 nous donne un aperçu de la vision qu'ont les groupes concernés de cette reconnaissance. Voir le tableau 13 à la page suivante.

Globalement, les résultats obtenus sont plutôt encourageants. Aucun groupe dit n'être pas reconnu et seulement 15.8% (30 groupes) estime être "plus ou moins reconnu". Plus de la moitié des groupes, donc la majorité, est apparemment soit bien reconnue (22.6%) ou même très bien reconnue (31.6%) du milieu institutionnel.

Toutefois, certains champs d'intervention, jugent la reconnaissance du réseau public de façon beaucoup moins positive. L'un des secteurs où l'on dégage un portrait plutôt sombre de la reconnaissance du milieu institutionnel correspond aux groupes intervenants auprès des femmes victimes de violence.

Sur 11 groupes du secteur "violence", 54.5% se considèrent "plus ou moins reconnus". Les commentaires des groupes concernés vont à peu près tous dans le même sens. La reconnaissance du réseau est grande lorsqu'il s'agit d'utiliser les services offerts par les groupes, pour suppléer aux carences du réseau, pour dépanner, mais le travail d'intervention fait auprès des femmes est "plus ou moins reconnu" par le milieu institutionnel.

TABLEAU 13

RECONNAISSANCE DES GROUPES VERSUS LE MILIEU INSTITUTIONNEL

Reconnaissance Champ d'intervention	PAS RECONNU	+ OU - RECONNU	ASSEZ BIEN RECONNU	TRES BIEN RECONNU	TOTAL
Logement		3	11	5	19
Chômage		2	2	3	7
Aide sociale		3	6	3	12
Santé		-	6	2	8
Violence		6	3	2	11
Travail		1	3	-	4
Ecologie		-	4	1	5
Consommation		1	5	3	9
Solidarité		1	1	2	4
Alphabétisation		1	6	7	14
Ethnie		-	3	-	3
Communications		1	8	4	13
Familles		-	3	5	8
Garderie		3	2	1	6
Culture		-	1	-	1
Handicapés		-	3	6	9
Santé-sécurité		2	3	1	6
Bénévolat		-	6	6	12
Personnes âgées		-	-	1	1
CEP		2	11	2	15
Jeunes		1	1	1	3
Condition féminine		3	12	5	20
TOTAL	0	30	100	60	190
		16%	53%	31%	

Les garderies ont également une vision un peu plus critique du réseau par rapport à l'ensemble des groupes, alors que 50% disent être "plus ou moins reconnus". Les garderies estiment avoir peu de support du milieu institutionnel et servent le plus souvent de dépannage. Un groupe a également soulevé la résistance des enseignants-es à adapter leur programme en fonction des connaissances acquises par les enfants en garderie.

Finalement, les champs d'intervention plus modérés dans leur appréciation de la reconnaissance du réseau i.e., les secteurs où les groupes ont majoritairement tendance à se considérer "assez bien reconnus" ou "plus ou moins reconnus" sont identifiés aux secteurs "écologie", "aide-sociale", "condition féminine", "CEP" et "logement".

Pour la majorité des groupes de ces secteurs, il n'existe pas de réelle collaboration, il s'agit plutôt de reconnaissance ponctuelle. L'expertise et la nécessité des groupes sont "plus ou moins reconnues" et plusieurs soulèvent le peu de support financier provenant du milieu institutionnel.

SECTION E

5 - IMPACT SOCIAL

La dernière partie de cette étude s'attarde à l'impact des groupes populaires dans leur milieu dont l'ampleur exacte se mesure difficilement. Les groupes travaillent sur différentes composantes qui visent le mieux-être de populations qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie, de travail ou de loisir. Les résultats ou les répercussions de l'action des groupes sur l'ensemble de la population se font sentir à différents degrés et le plus souvent, à moyen et à long terme. C'est pourquoi, nous avons choisi d'illustrer l'impact des groupes en énumérant quelques exemples d'actions ou de réalisations qui contribuent ou qui ont contribué à l'amélioration et/ou à la transformation sociale, économique ou culturelle d'une collectivité. Loin d'être exhaustive, cette énumération permet tout de même de saisir, à travers les différents aspects ou volets du travail, toute l'implication, la détermination et la contribution des groupes populaires dans leur milieu.

Volet "sensibilisation"

Au début de cette étude, nous avons pu relever à travers les objectifs des groupes, toute l'importance accordée à l'aspect "Information-sensibilisation".

Aussi de nombreuses actions portées par les groupes visent l'analyse d'enjeux collectifs sur des sujets où les citoyens-nes sont concernés par les décisions. Un type d'action favorise cette prise de conscience collective. Il s'agit des différentes campagnes de sensibilisation, de dénonciation ou de pression menées par les groupes auprès de la population.

Voici quelques thèmes de campagne que les groupes ont mis de l'avant au cours des trois dernières années:

CAMPAGNE POUR DENONCER:

- La hausse abusive des loyers;
- la violence faite aux femmes (marche et conférence);
- la présence de compagnies canadiennes en Afrique du Sud (Boycott);
- les boubous macoutes;
- certaines pratiques frauduleuses de commerçants;
- la piètre qualité de certains services gouvernementaux et le manque de respect des clients-es (lenteur des services, manque de confidentialité, heures d'ouverture contraignantes...);
- l'implantation d'un champ de tir des forces armées canadiennes.

CAMPAGNE POUR SENSIBILISER LA POPULATION:

- A l'importance de démystifier les maladies mentales;
- à la nécessité de démystifier les garderies auprès des parents;
- à l'apport des différentes communautés culturelles;
- aux droits des personnes handicapées (droit d'être consulté, d'être considéré à part entière);
- au droit à l'avortement libre et gratuit;
- au maintien de services essentiels au niveau des policiers (implication de ceux-ci dans les cas de violence faite aux femmes);
- pour faire reculer le gouvernement dans la sortie de certaines réformes (ex: aide-sociale).

VOLET "EDUCATION-FORMATION"

Un autre aspect important du travail des groupes qui se dégage dans l'ensemble des exemples mentionnés correspond au volet "Education-formation". Dans différents domaines d'intervention, les groupes développent des pratiques variées qui favorisent la prise en charge et l'autonomie de la population rejointe.

Voici quelques exemples:

- semaine de la non-violence;
- semaine de la déficience intellectuelle;
- cours ou ateliers de formation sur:
 - o la contraception
 - o la sexualité
 - o la maternité
 - o la problématique du suicide
 - o le budget
 - o l'alphabétisation
 - o les syndicats, etc.

- conférences, colloque, rencontre ayant pour thèmes:
 - o la violence faite aux femmes
 - o les pays du Tiers-monde
 - o la première vague d'immigration portugaise
 - o le mouvement de la femme
 - o les enfants versus les garderies

- production de documents écrits ou visuels tels:
 - o rapport sur la situation du chômage destiné aux diverses instances gouvernementales
 - o étude sur la situation des femmes au niveau international
 - o recherche historique sur le mouvement des femmes
 - o documents pédagogiques améliorant la qualité de vie en garderie
 - o répertoire des ressources provinciales pour les sans-abris
 - o recherche régionale sur les besoins des femmes en santé mentale
 - o guide de l'assurance-chômage
 - o vidéo sur les personnes analphabètes
 - o vidéo sur la sensibilisation de la violence conjugale

Enfin, tout le travail de sensibilisation, de revendication, de formation conduit inévitablement à d'importantes transformations ou réalisations, par exemple:

- amélioration des conditions de vie, de travail, de loisirs des personnes handicapées
- public mieux informé et sensibilisé aux problèmes de la violence
- création de plusieurs coopératives d'habitation et de HLM
- développement de pratiques alternatives en santé des femmes

- dépistage et approche de personnes analphabètes
- appui et soutien à la Cour criminelle pour des causes d'agressions sexuelles
- protocole d'entente entre intervenants-es sociaux-aes et garderies pour venir en aide aux familles démunies
- création de camps familiaux qui permet des loisirs aux familles monoparentales et/ou à faible revenu
- ouverture de soupes populaires, de popotes roulantes, de services de récupération de meubles, d'appareils ménagers, etc.
- fermeture de "Bars Topless"
- politisation des problèmes de logement (modification aux lois de ce secteur)
- mise en vigueur d'une politique municipale sur l'étalage de revues "porno"
- hausse du salaire minimum
- modification de la réglementation sur la vente itinérante
- obliger Hydro-Québec à enlever des équipements-transformateurs contenant du BPC
- empêcher le CNCP de concurrencer Bell et aussi empêcher Bell de hausser ses tarifs de 300%
- convaincre la Caisse populaire du milieu à accepter des prêts sans intérêt ou à faible taux
- obtenir une commission d'étude sur les loisirs versus les femmes de la municipalité
- amélioration de la zone portuaire en empêchant les spéculateurs d'y installer des condominiums (la zone portuaire a dorénavant une vocation communautaire).

Nous ne pouvons que constater que les exemples de la contribution des groupes dans le milieu sont multiples et variés. Cependant pour rendre davantage justice à tout le travail qu'effectue les groupes, il faut voir de plus près les différentes étapes qui amènent une communauté à se transformer. Bien que l'approche des groupes soit collective, du moins dans la majorité des cas, c'est à travers la progression du cheminement d'individus que la démonstration des différents acquis est plus évidente.

Pour illustrer ce cheminement, nous avons demandé aux groupes de nous donner des exemples d'apprentissage pouvant être acquis par ceux et celles qui sont rejoints-es par leurs diverses activités ou services. Trois aspects devaient se dégager dans les exemples: les connaissances, les habiletés et les attitudes. Voici, de façon résumée, les réponses qui nous ont été données:

CONNAISSANCES

1 - Juridiques

Lois sociales et du travail (obligations, droits, recours)

- aide sociale
- assurance-chômage
- protection du consommateur
- normes du travail
- santé-sécurité au travail
- logement
- mariage, divorce, séparation, etc...

2 - Santé

- médecine douce et thérapie alternative
- alimentation
- drogues
- sexualité (contraception, MTS, etc...)
- connaissance de son corps, de ses fonctions
- hygiène
- nouvelles techniques de reproduction
- ressources du milieu
- santé mentale

3 - Aspects sociaux et humains

- violence (problématique, ressources, recours)
- inégalité homme-femme
- approche de la mort
- conditions de vie des personnes âgées
- connaissance de culture différente
- pauvreté
- suicide
- prise de conscience de ses capacités physiques et intellectuelles

4 - Economie et administration

- apprentissage de l'informatique
- cogestion
- sources de financement
- processus d'incorporation
- fiscalité
- consommation (ses mécanismes)
- principes de négociation
- comptabilité
- fonctionnement de la structure gouvernementale

5 - Participation à la vie associative

- fonctionnement de comités
- importance de la démocratie
- rôles et responsabilités d'un conseil d'administration et autres comités

6 - Apprentissage de base

- lecture
- écriture
- grammaire
- arithmétique

7 - Solidarité internationale

- enjeux Nord-Sud
- interdépendance des peuples
- situation de la femme du Tiers-monde

8 - Autres

- langues (versus nouveaux arrivants)
- moyens de communication
- histoire du mouvement populaire
- histoire du mouvement des femmes
- nouvelles approches dans le domaine culturel

HABILETES1 - De base

- faire son épicerie
- faire un chèque
- se déplacer à l'aide d'une carte géographique
- utiliser le bottin téléphonique
- maîtriser son vocabulaire et l'arithmétique
- remplir des formulaires

2 - Manuelles

- poterie
- couture
- tissage
- menuiserie
- cuisine
- bricolage
- réparation
- classement
- pliage

3 - Techniques et/ou intellectuelles

- relaxation et conditionnement physique
- recherche d'emploi
- dactylographie
- manipulation d'appareils audiovisuels
- rédaction (lettres, communiqués, articles...)
- organisation de réunions ou d'activités sociales
- animation de rencontres
- travailler en équipe
- prendre des décisions collectives

- communiquer
- s'exprimer en public
- faire des choix éclairés
- identifier et analyse un problème, une situation donnée

ATTITUDES

1 - Ouverture

- ouverture aux cultures différentes
- respect des autres (leur vécu, leur origine)
- plus d'écoute
- plus de patience
- plus de pondération
- plus de tolérance
- baisse du sexisme
- baisse des préjugés

2 - Prise en charge individuelle

- moins isolé-e (intégration à vie en société)
- plus responsable
- plus réaliste
- plus confiant-e
- plus autonome
- plus rationnel-le (face à ses émotions)
- plus d'aisance face à un groupe
- moins victime
- plus valorisé-e
- plus préventif-ve

3 - Intégration/Implication sociale

- plus vigilant-e (être multiplicateur du milieu)
- plus critique
- démarche féministe
- plus revendicateur-trice
- plus agressif-ve (fermeté)
- plus de capacité d'analyse
- plus politisé-e

4 - Prise en charge collective

- sentiment de responsabilité et non d'impuissance face au Tiers-monde
- enclin à collectiviser ses problèmes plutôt que s'isoler
- plus d'intérêt pour le milieu
- dépasser les problèmes individuels et passer à des revendications collectives
- respect et solidarité plutôt que charité et pitié (esprit de solidarité)
- conscientisation sociale
- sentiment d'appartenance
- sensibilisation aux biens et services communautaires
- socialisation, coopération

Pour compléter ce tableau, les groupes ont décrit, à l'aide d'une situation réelle mais anonyme, le cheminement d'une personne. De façon générale, bien que la démarche d'éducation populaire soit similaire, les résultats démontrent que les groupes se retrouvent avec deux modèles-types de situation.

1° Type de situations

Une personne est aux prises avec un problème ponctuel (logement, coupure d'aide sociale ou d'assurance-chômage, accident du travail, congédiement...). Elle n'a pas l'expertise pour solutionner son problème, pour défendre ses droits. A travers des activités de formation, le groupe l'informe de ses droits, de ses obligations et des recours ou des ressources existants. Dans plusieurs cas, les recours individuels étant inexistantes ou inefficaces, on se tournera vers des moyens collectifs (ex: pression, dénonciation...).

Si cela s'avère nécessaire, le groupe assurera un suivi du dossier et fera des représentations devant les différentes instances concernées. A travers cette démarche, la personne se sentira soutenue, moins isolée et, mieux informée. Elle sera invitée à participer à la vie associative du groupe.

Dans plusieurs exemples cités, la personne découvre à travers la démarche, la nécessité de collectiviser un problème et développe un sentiment d'appartenance au groupe et finalement s'implique à différents niveaux dans l'organisation.

2° Type de situations

Le groupe accueille une personne au prise avec une situation plus latente (violence conjugale, dépression, sans-emploi, endettement, analphabétisme, alcoolisme, troubles de comportement, etc...). Le plus souvent, cette personne est sans ressource à divers points de vue (famille, amis-es, revenus, scolarité...). Elle manque de confiance ou de valorisation et démontre peu d'autonomie ou de socialisation.

Par des rencontres d'information, d'échanges ou de formation avec d'autres personnes vivant une situation similaire, la personne se sent moins isolée et prend conscience de ses capacités. Le groupe la stimule à s'impliquer dans l'organisation d'activités, de projets collectifs. Graduellement, la personne reprend confiance, devient plus autonome et se prend en charge.

Ces deux (2) modèles-type de situation caractérisent le niveau d'intervention propre aux groupes. Dans le premier modèle, on constate que les groupes sont confrontés à solutionner des problèmes immédiats. Alors que dans le deuxième modèle, ils s'attaquent à des malaises ou à des problématiques plus profondes. Mais quelque soit la situation, les groupes privilégient une démarche collective où les orientations globales tentent de ne pas se limiter à des solutions à court terme.

La population rejointe par les groupes est sensibilisée à diverses réalités sociales et soutenue pour s'impliquer davantage au sein du milieu. Que ce soit par le biais d'activités associatives ou de services collectifs, le tout s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire qui amène un questionnement qui va au-delà des problèmes quotidiens. Cette démarche ne peut que conduire à une transformation graduelle aux niveaux social, économique et culturel du milieu. Bien sûr, les groupes ne peuvent bénéficier de tout le crédit de ces changements, mais il demeure que sans leur intervention, certaines transformations seraient beaucoup plus lentes. C'est pourquoi, en terminant, nous avons demandé aux groupes de nous identifier les conséquences de la disparition de leurs organismes.

Conséquences d'une fermeture, de façon générale:

- Manque de ressources pour obtenir de l'information complète, alternative, collective ("retour à l'ignorance")
- Aucune représentation ou de tribune politique (baisse de revendications, démobilité, absence de concertation)
- Perte de lieux d'échange, de lieux critiques, de lieux d'appartenance
- Perte de ressources et de services essentiels et accessibles financièrement (maisons d'hébergement, transport adapté, maintien à domicile, défense des droits, etc...)
- Engorgement du réseau institutionnel (hôpitaux psychiatriques, CLSC, Régie du logement...)
- Isolement, insécurité, sentiments de rejet, découragement, etc...
- Détérioration des conditions de vie, de travail, de loisirs, etc...

Plus spécifiquement, dans certains champs d'intervention, on précise davantage, par exemple:

Logement

- locataires sur le pavé
- beaucoup de latitudes pour les propriétaires (détérioration, éviction, augmentation de loyer)

Santé

- retour aux institutions psychiatriques
- baisse de la prévention

Violence

- surconsommation de médicaments
- augmentation des dépressions
- plus grands dangers pour les femmes et les enfants

- répercussions sur les enfants (ils apprennent à être violents)

Travail

- exploitation accrue des travailleurs-ses

Ecologie

- dégradation de l'environnement
- décisions politiques sans conscience écologique

Consommation

- plus de pouvoir pour les commerçants-es

Garderie

- désorganisation familiale (obligation de quitter un emploi)
- instabilité pour les enfants

Jeunes

- augmentation de la délinquance

Condition féminine

- augmentation du pouvoir médical

Santé-sécurité au travail

- obligation de recourir à des avocats.

EN TERMINANT, LES FAITS SAILLANTS

Rappelons qu'en novembre '87, 230 groupes d'éducation populaire du Québec, dont la majorité est âgée de "7 ans et plus" prennent part à cette enquête.

Malgré la diversité des groupes rejoints, tant au niveau du domaine d'intervention que de la population desservie, les objectifs poursuivis par les groupes se révèlent homogènes et s'apparentent étroitement à la définition de l'éducation populaire autonome adoptée en 1978 par le MEPACQ.¹²

POPULATION REJOINTE PAR LES GROUPES

- Près de la moitié des groupes-répondants s'adresse à une population de tout âge. Toutefois, dépendamment du champ d'intervention, les "18-30 ans" ou les "30-40 ans" représentent des tranches d'âge qui utilisent davantage l'expertise des groupes populaires.
- Pour la plupart des groupes (61.7%), la population rejointe est formée majoritairement de femmes. En fait, seulement 28 organismes (12.4%) rejoignent davantage d'hommes que de femmes.
- Une proportion de groupes évaluée à 34.4% rejoint une population à "faible revenu" alors que 55.2% considère que le revenu de la population desservie se classe dans la catégorie "faible-moyen".
- Près du tiers des groupes (30.9%) rejoint une population ayant "7 ans et moins" de scolarité et 53.5% parle d'une population dont la scolarité se situe entre "8 et 12 ans".
- Dans le cas de 67.2% des groupes, la population rejointe a augmenté au cours des dernières années alors que 13.1% a plutôt observé une baisse.

¹² A l'époque, Comité de coordination des OVEP

- L'ensemble des groupes-répondants a rejoint au cours de l'année '87, 364,880 personnes.
- En moyenne, chaque groupe rejoint environ 1500 personnes annuellement par le biais de leurs activités et/ou services.

FONCTIONNEMENT INTERNE

- Dans l'entourage des 230 groupes, on dénombre au-delà de 6,000 bénévoles/militants-tes qui cumulent au total plus de 20,000 heures/semaine non-rémunérées.
- Les résultats démontrent que plus le budget du groupe est élevé, plus le nombre de bénévoles s'accroît. Mais en moyenne, les groupes peuvent compter sur environ 27 bénévoles/militants-es.
- Une proportion de 44.8% (103 groupes) n'a aucun(e) permanent-e salarié-e à temps plein dans son organisation.
- Du côté des 127 groupes qui emploient du personnel rémunéré, on totalise 426 travailleurs-ses à temps plein. De ce nombre, 71% sont des femmes.
- Dans l'ensemble des travailleurs-ses, la scolarité moyenne est aussi élevée chez les hommes que chez les femmes. Chez les travailleuses, 73% ont acquis "13 ans et plus" de scolarité comparativement à 74.4% chez les hommes.
- La moyenne salariale pour les employés-es à temps plein est évaluée autour de 16,485\$/année.
- Du côté des ressources financières des groupes, 71.9% a un budget annuel de "moins de 50,000 \$ dont 21.7% n'atteint pas la somme de 10,000 \$ par an. Pour l'ensemble, la moyenne budgétaire se situe aux environs de 47,000 \$ par année.
- Une proportion de 39.1% de groupes a augmenté son budget entre les années 1985 à 1988 alors que 26.1% a accusé une baisse budgétaire.

PROGRAMME OVEP

- Pour ce qui est de la contribution financière du ministère de l'Éducation du Québec via le programme OVEP, l'enquête révèle que 83% des groupes-rejointes a reçu cette subvention en 1987. Mais pour près de la moitié des groupes (46%), cette source de financement accapare "moins de 10%" de leur budget. Pour l'ensemble des groupes, le "programmes OVEP" représente en moyenne 26.9% de leur budget total.

PRATIQUES DES GROUPES

- Parmi les activités offertes à la population, les groupes favorisent le plus souvent, les sessions de formation, les cours et/ou l'intégration de personnes dans des comités de travail.
- Les moyens de communication ou de promotion privilégiés correspondent aux dépliants d'information, aux entrevues à la radio-télévision, à l'utilisation du journal de quartier ou du quotidien distribué dans le secteur desservi.
- Du côté des services offerts, la grande majorité offre en permanence un service d'accueil et d'information, un service de référence et la plupart bénéficie d'un centre de documentation.

LES GROUPES VERSUS LE SECTEUR PUBLIC

- Un bon nombre de groupes (47.8%) dit cotoyer dans le territoire desservi, des organismes publics ou para-publics œuvrant dans le même domaine d'intervention. Mais de façon générale, les groupes considèrent que leur mode d'intervention se distingue à plusieurs points de vue (Structure plus souple et démocratique, population rejointe moins bien nantie, champ d'action plus large...)
- La grande majorité des groupes (82.6%) est utilisée comme ressource par le milieu institutionnel et/ou les intervenants-es du secteur public et plus de la moitié considère être, soit "bien reconnue" ou même "très bien reconnue" de ce milieu.

IMPACT SOCIAL

Lorsque l'on demande aux groupes d'illustrer à l'aide d'exemples leur impact social dans le milieu, deux volets se dégagent. Le premier volet correspond à toute l'importance accordée à l'aspect "Information-sensibilisation". Par le biais de différentes campagnes de sensibilisation, de dénonciation et/ou de pression, les groupes d'éducation populaire favorisent l'analyse d'enjeux collectifs sur des sujets où les citoyens-nes sont concernés-es par les décisions (ex: violence, hausse de loyer, piètre qualité de certains services publics...)

Le deuxième volet, tout aussi important que le précédent, consiste au travail relié à l'aspect "Education-formation". Sur une base régulière, les groupes offrent différents cours, préparent des conférences, colloques ou rencontres sur des thèmes particuliers. A cela s'ajoute la production et la diffusion de documents écrits et visuels (ex.: guide de l'assurance-chômage).

Finalement, l'ensemble de ces actions conduit inévitablement à court, moyen et long terme à des transformations sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. (ex.: hausse du salaire minimum, politisation des problèmes de logements, création de camps familiaux, ...).

Bien sûr, les groupes ne peuvent bénéficier de tout le crédit de ces transformations mais il demeure que sans leur intervention, certains changements auraient été beaucoup plus lents. C'est pourquoi les groupes considèrent que leur disparition ne serait, certes pas, sans conséquence pour les populations rejointes.

Ce rapport de recherche permet d'illustrer, de façon convaincante, l'immensité du travail accompli par les groupes populaires. A l'écoute des citoyens et citoyennes les plus démunis, ils constituent leur instrument privilégié d'éducation, de transformation sociale et de promotion collective de leurs droits et intérêts.

Grâce à des méthodes de travail originales et propres à l'éducation populaire, ils fournissent à leurs utilisateurs-trices des outils de parole et d'action qui n'ont leur équivalent, nulle part ailleurs.

Les groupes populaires constituent des instruments que des citoyens et citoyennes se sont donnés afin de participer activement à la vie démocratique. Leur existence, mille fois légitimée, se doit d'être assurée, encouragée et valorisée.

TYPES DE GROUPES SELON LES CHAMPS D'INTERVENTION

- | | |
|------------------|--|
| 1 - Logement | Comités de logement, associations de locataires, coopératives d'habitation, groupes de ressources techniques. |
| 2 - Chômage | Mouvements "Action-Chômage", regroupements ou association des sans emplois. |
| 3 - Aide sociale | Regroupements, associations ou comités de défense des droits sociaux. |
| 4 - Santé | Tout groupe intervenant principalement dans le domaine de la santé physique ou mentale (Centre de prévention du suicide, groupes d'aide aux toxicomanes, aux ex-psychiatisés, centre de santé, dispensaire, etc...). |
| 5 - Violence | Maisons d'hébergement et groupes d'intervention et/ou de sensibilisation à la violence faite aux femmes (violence conjugale, viol, harcèlement sexuel...). |
| 6 - Travail | Groupes de défense des travailleurs-ses non-syndiqués-es et/ou du mouvement ouvrier. |
| 7 - Ecologie | Comités d'environnement, groupes de promotion sur la paix et le désarmement, comités d'aménagement et/ou de développement urbain. |
| 8 - Consommation | Associations coopératives d'économie familiale (ACEF), coopératives d'alimentation, coopérative funéraire, associations de défense ou de protection du consommateur, services budgétaires. |

- 9 - Solidarité Centre de solidarité, Rallye Tiers-Monde ou tout autre groupe intervenant principalement dans le domaine de la coopération et du développement international.
- 10 - Alhabétisation Groupes intervenant principalement auprès des personnes analhabètes.
- 11 - Ethnie Groupes d'accueil et d'entraide aux communautés ethniques (immigrants-es, réfugiés-es, autochtones).
- 12 - Communication Radios et télévisions communautaires, journaux, service d'accueil et de référence, collectif d'information juridique.
- 13 - Familles Associations de parents, centre d'animation familiale, groupes d'entraide aux familles monoparentales et/ou familles démunies.
- 14 - Garderie Garderies coopératives, garderies communautaires, services de garde.
- 15 - Culture Centre d'artisanat, troupe de théâtre.
- 16 - Handicapées Groupes d'aide et de défense des droits des personnes handicapées.
- 17 - Santé-sécurité Groupes intervenant auprès des travailleurs-es accidentés-es.
- 18 - Bénévolat Centre de bénévolat ou d'actions bénévoles ou tout autre groupe d'entraide bénévole (Ex: écoute téléphonique).
- 19 - Personnes âgées Groupes visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées.
- 20 - Centre d'éducation Centre communautaire, centre de formation, comités sociaux, comités de citoyens, regroupements de groupes populaires.

- 21 - Jeunes Maisons de jeunes ou tout autre groupe visant l'amélioration des conditions de vie des jeunes.
- 22 - Condition féminine Centres féminins, collectifs féministes ou tout autre groupe de femmes visant l'amélioration de la condition de vie des femmes.

ANNEXE 2
CHAMP D'INTERVENTION SELON LES REGIONS

	B a s t - L	S a g u e L S t J	Q u é b e c	B o i s - F r	M a u r i c i e	E s t r i e	M o n t r é a l	M o n t é r é g i	O u t a o u a i s	A b i t i b i	C ô t e N o r d	T O T A L	%
LOGEMENT	1	1	7	1		1	6	3	2		2	24	10.4
CHOMAGE	1		2	1	2			1	1	2		10	4.3
AIDE SOCIALE	1	1	3	1	1		1		3	1		12	5.2
SANTE	2	2					1		1	2		8	3.5
VIOLENCE	1	1	3	1				2		3		11	4.8
TRAVAIL			2		1		1		1			5	2.2
ECOLOGIE		2	3						1			6	2.6
CONSOMMATION		3	2	2		1			2		1	11	4.8
SOLIDARITE		1	3	1		1						6	2.6
ALPHABETISATION	2	7	1	1	1	1	2	2				17	7.4
ETHNIE		1	1				2					4	1.7
COMMUNICATIONS	2	6	7	1		1				1	1	19	8.3
FAMILLES		2	1	1		2	1		2			9	3.9
GARDERIE			2			1			3		1	7	3.0
CULTURE							1		1			2	.9
HANDICAPES	2	3	1	1		3				1		11	4.8
BENEVOLAT	1	4		2		2		4				13	5.7
PERSONNES AGEES							1					1	.4
EDUCATION POPULAIRE	1	3	2	1	1	1	7	2		1		19	8.3
JEUNES	1		1	1				1		1	1	6	2.6
CONDITION FEMININE	1	4	4	3			3	3	1	2	2	23	10.0
SANTE-SECURITE		1	1	1		1	2					6	2.6

TOTAL

16 42 46 19 6 15 28 18 18 14 8 230 100
7.0*18.3*20*8.3*2.6*6.5*12.2*7.8*7.8*6.1*3.5

ANNEXE 3

AGE DE LA POPULATION

	- de 18ans	18/30 ans	30/40 ans	40/50 ans	50/60 ans	+ de 60ans	toute pop.	TOTAL
LOGEMENT		3	3	3			15	24
CHOMAGE		4	2	1			3	10
AIDE SOCIALE			3				9	12
SANTÉ		4	1				3	8
VIOLENCE		1	2				7	10
TRAVAIL		2	1				2	5
ÉCOLOGIE		2	1				3	6
CONSOMMATION		1	4			1	4	10
SOLIDARITÉ			2				4	6
ALPHABÉTISATION		1	6	1			9	17
ETHNIE		1	1				2	4
COMMUNICATIONS		5	1	2	1	1	8	18
FAMILLES		5	2	1			1	9
GARDERIE		4	1				2	7
CULTURE		1					1	2
HANDICAPÉS		2	3				6	11
BENEVOLAT	1				5	2	5	13
PERSONNES ÂGÉES						1		1
ÉDUCATION POP.		1	4	3			11	19
JEUNES	1	5						6
CONDITION FÉMININE		1	11	4			7	23
SANTÉ/SECURITE				4			1	5

TOTAL 2 43 48 19 6 5 103 226
% .9 19.0 21.2 8.4 2.7 2.2 45.6

4 abstentions

ANNEXE 4

SEXE DE LA POPULATION

FEMMES/HOMMES	10- 90%	20- 80%	30- 70%	40- 60%	50- 50%	60- 40%	70- 30%	80- 20%	90- 10%	100- 0%	TOTAL
LOGEMENT	1			1	7	4	6	3	2		24
CHOMAGE			1	2	4	2	1				10
AIDE SOCIALE	1				3	1	3	1	1	1	11
SANTE				1	3			3		1	8
VIOLENCE								2	2	7	11
TRAVAIL					1		3		1		5
ECOLOGIE				1	4	1					6
CONSOMMATION					2	6	2				10
SOLIDARITE					4	1			1		6
ALPHABETISATION				2	6	2	2	3	1		16
ETHNIE			1	1	1	1					4
COMMUNICATIONS			1	1	8	3	2	1	2		18
FAMILLES					2			4	2	1	9
GARDERIE				1		2	3			1	7
CULTURE					1			1			2
HANDICAPES				1	4	4	2				11
BENEVOLAT	1		2		1	1	4		4		13
PERSONNES AGEES								1			1
EDUCATION POPULAIRE	1			1	3	6	1	3	3		18
JEUNES				1	4		1				6
CONDITION FEMININE								1	4	18	23
SANTE/SECURITE	1	1	3	1							6
TOTAL	5	1	8	14	58	34	30	23	23	29	225
%	2.2	.4	3.6	6.2	25.8	15.1	13.3	10.2	10.2	12.9	

5 abstentions

ANNEXE 5**SCOLARITE DE LA POPULATION**

	- 7 ANS	8/12 ANS	+ 13 ANS	TT. POP.	TOTAL
LOGEMENT	5	17		1	23
CHOMAGE	1	5		3	9
AIDE SOCIALE	7	4		1	12
SANTE		5	1	1	7
VIOLENCE		7		1	8
TRAVAIL	1	3			4
ECOLOGIE		2	3	1	6
CONSOMMATION	1	8	1		10
SOLIDARITE		1	2	2	5
ALPHABETISATION	17				17
ETHNIE	2	1		1	4
COMMUNICATIONS	4	9	1	4	18
FAMILLES	2	6	1		9
GARDERIE		4	3		7
CULTURE	1	1			2
HANDICAPES	8	2			10
BENEVOLAT	6	6		1	13
PERSONNES AGEES	1				1
EDUCATION POPULAIRE	9	7	1	1	18
JEUNES		6			6
CONDITION FEMININE	1	17	4		22
SANTE/SECURITE	1	5			6

TOTAL 67 116 17 17 217
 % 30.9 53.5 7.8 7.8
 13 abstentions

ANNEXE 6

LES CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

	MEME	CHANGE	Bc. CHANGE	TOTAL
LOGEMENT	17	4	1	22
CHOMAGE	6	3		9
AIDE SOCIALE	4	7	1	12
SANTE	6	1	1	8
VIOLENCE	11			11
TRAVAIL	3	1		4
ECOLOGIE	4	2		6
CONSCOMMATION	7	4		11
SOLIDARITE	1	5		6
ALPHABETISATION	10	5	1	16
ETHNIE	2	2		4
COMMUNICATIONS	10	9		19
FAMILLE	6		1	7
GARDERIE	4	3		7
CULTURE	1	1		2
HANDICAPES	7	2	2	11
BENEVOLAT	8	5		13
PERSONNES AGEES		1		1
EDUCATION POPULAIRE	6	11		17
JEUNES	3	3		6
CONDITION FEMININE	14	6	1	21
SANTE/SECURITE	4	2		6

TOTAL 134 77 8 219
 % 61.2 35.2 3.6
 11 abstentions

ANNEXE 7**CROISSANCE DE LA POPULATION**

	+ DIMINUE	DIMINUE	STABLE	AUGMENTE	+AUGMENTE	TOTAL
LOGEMENT		6	4	8	6	24
CHOMAGE	1	3	1	3	2	10
AIDE SOCIALE			1	9	2	12
SANTE		1	2	3	2	8
VIOLENCE			2	4	5	11
TRAVAIL				4		4
ECOLOGIE			1	4	1	6
CONSUMMATION		1		5	5	11
SOLIDARITE			2	3	1	6
ALPHABETISATION		1	4	7	5	17
ETHNIE		1		2	1	4
COMMUNICATIONS		5	6	6	2	19
FAMILLES	1		2	5	1	9
GARDERIE			3	2	2	7
CULTURE				2		2
HANDICAPES		1	5	5		11
BENEVOLAT				9	4	13
PERSONNES AGEES					1	1
EDUCATION POPULAIRE		6	4	5	3	18
JEUNES	1		3	2		6
CONDITION FEMININE		2	5	13	3	23
SANTE/SECURITE				4	2	6

TOTAL 3 27 45 105 48 228
 % 1.3 11.8 19.7 46.1 21.1

11 abstentions

ANNEXE 8

CROISSANCE DE LA POPULATION SELON LES REGIONS

REGIONS	BEUCOUP DIMINUÉE	DIMINUE	RESTE STABLE	AUGMENTE	BEUCOUP AUGMENTÉE	TOTAL	POPULATION REJOINTE	POP. MOYENNE PAR/GROUPE
BAS ST-LAURENT	2	2	5	5	2	16	12,261	766
SAG./LAC ST-J.		4	6	23	9	42	45,522	1,084
QUEBEC		6	13	21	6	46	98,443	2,140
BOIS-FRANCS			2	11	5	18	4,780	797
MAURICIE			1	3	2	6	22,407	1,179
ESTRIE		1	7	2	5	15	38,527	2,568
MONTREAL		8	1	8	10	27	74,057	736
MONTEREGIE			3	12	3	18	13,251	2,645
OUTAOUAIS	1		2	12	3	18	17,999	1,000
ABITIBI-TEMISC		3	3	6	2	14	25,908	1,851
COTE-NORD		3	2	2	1	8	11,725	1,466
TOTAL	3	27	45	105	48	228	364,880	1,586
%	1.3	11.8	19.7	46.1	21.1			

2 ABSTENTIONS

ANNEXE 9STABILITE DU BUDGET SELON LES CHAMPS D'INTERVENTION

CHAMPS D'INTERVENTION	A AUGMENTE	EST STABLE	A DIMINUE	TOTAL
LOGEMENT	8	7	8	23
CHOMAGE	2	3	5	10
AIDE SOCIALE	4	2	6	12
SANTE	3	3	2	8
VIOLENCE	7	4		11
TRAVAIL	1	3		4
ECOLOGIE	2	2	2	6
CONSUMMATION	4	6	1	11
SOLIDARITE	5	1		6
ALPHABETISATION	5	8	2	15
ETHNIE	1	2	1	4
COMMUNICATIONS	4	8	7	19
FAMILLE	5	2	2	9
GARDERIE	4	2	1	7
CULTURE	2			2
HANDICAPES	1	5	5	11
SANTE/SECURITE	2	3	1	6
BENEVOLAT	5	6	2	13
PERSONNES AGEES	1			1
EDUCATION POPULAIRE	11	5	3	19
JEUNES	1	2	3	6
CONDITION FEMININE	10	7	5	22
TOTAL	88 39.1	81 36.1	56 24.9	225

5 ABSTENTIONS